Critique Communiste Communiste Prevue mensuelle

de la Ligue (section f

Ligue Communiste Révolutionnaire (section française de la IV^e Internationale)

septembre 84 / 14 fr.

Sommaire

A quoi sert le gouvernement Fabius ?

PCF: étapes d'une faillite

LA V° REPUBLIQUE DE DE GAULLE A MITTERRAND

Mai 1947:

quand le PCF était chassé du gouvernement

La Continental-Illinois et le spectre du krach financier

Livres

Editorial and seller at seeingening and anab decidious tavant and

La tâche la plus urgente

écrispation, modernisation et unité nationale sont les mots fétiches du gouvernement en cette rentrée. Les derniers jours du mois d'août ont vu s'accélérer de façon spectaculaire le projet politique de Mitterrand : dégager un consensus politique au centre, recomposer une majorité incluant à terme une partie de l'actuelle opposition de droite.

L'enterrement des positions laïques traditionnelles, confié à Chevènement sous la haute autorité présidentielle, symbolise ô combien ce cours nouveau : l'heure n'est plus aux capitulations honteuses inscrites dans la loi Savary et dont les évèques et la droite ne se satisfaisaient pas, mais à l'abandon de tout ce qui provoque tollé et prétexte à mobilisation pour l'opposition.

Décrispation à l'égard de la droite signifie en même temps licenciements pour les travailleurs jugés en surnombre par les patrons, coups de bâton, comme à Citroën, pour ceux qui s'y opposent, et nouveaux rabotages du pouvoir d'achat.

Il y a bien sûr une grande distance entre les objectifs politiques de Mitterrand, et leur réalisation concrète. L'article qui suit montre combien les obstacles à la recomposition politique souhaitée par l'Elysée seront difficiles à franchir, s'ils le sont un jour. L'opération politique n'en est pas moins clairement lisible, et déjà elle partage les composantes de la droite entre partisans d'une opposition « civilisée »... et les autres.

Il est non moins évident que le mouvement ouvrier sera la première victime de cette politique. L'expérience avait appris aux travailleurs qu'ils n'avaient guère à attendre du gouvernement Mauroy. Ils sentent aujourd'hui qu'ils ont peut-être tout à redouter du gouvernement Fabius. Pour nous, il ne fait aucun doute que, désormais, c'est une lutte sans réserve et sans merci qui doit être engagée contre ce gouvernement et sa politique.

Dans un tel moment, lourd de désarroi et de démoralisation parmi les salariés, la question décisive est celle de l'alternative politique. Nombre de travailleurs, de militants socialistes et communistes, de syndicalistes, assistent avec effroi ou amertume à la trahison des espoirs investis dans l'union de la gauche et la victoire du 10 mai. Les forces ne manquent pas qui seraient prêtes à s'engager dans la bataille, si une perspective d'ensemble, une voie concrète et tangible apparaissait. Aussi est-ce à créer les conditions d'une alternative politique que va travailler la LCR dans les semaines et les mois à venir.

Créer les conditions d'une alternative politique, cela signifie regrouper, rassembler, faire agir ensemble toutes les forces décidées à s'opposer à la politique anti-ouvrière du gouvernement et qui cherchent les voies et les moyens d'une orientation réellement socialiste, anticapitaliste. Que ces forces soient réduites aujourd'hui en termes politiques, qu'elles soient éparses, certes. Mais leur rassemblement dans la discussion et l'action communes au plan local et au plan national, signifierait qu'un élément serait en train de changer : un processus de regroupement des forces à gauche de la gauche permettrait à un grand nombre de militants du mouvement ouvrier de se situer en fonction d'une autre référence politique, et par conséquent d'agir avec plus d'audace et d'efficacité. Il

s'agit là d'un travail à long terme, mais qui doit être entrepris sans délai. Il s'agit d'un travail quotidien, dans les entreprises, les villes, comme au plan national.

Réunir les conditions d'une alternative politique : cette orientation ne peut être isolée des tâches immédiates de la rentrée. Mieux, c'est à travers elles que le combat pour construire l'alternative politique pourra prendre corps. Ces tâches immédiates de rentrée découlent de l'offensive anti-ouvrière lancée contre les travailleurs sur trois fronts principaux, l'emploi, les salaires et le racisme : lutte contre les licenciements, pour les trente-cinq heures pour tous sans réduction de salaires ; refus de la désindexation des salaires et d'un budget d'austérité qui sacrifie les équipements collectifs ; affirmation d'un front unitaire antiraciste, face aux campagnes xénophobes et aux agissements du Front national.

Enfin, c'est une priorité et un devoir internationaliste absolu, la LCR contribuera à ce que s'étende et grandisse le mouvement en défense de la révolution nicaraguayenne contre les menaces d'agression impérialiste. La défense de la révolution nicaraguayenne dépassera pour la LCR le cadre de l'envoi de militants dans les brigades estivales pour devenir une activité permanente de l'ensemble de ses militants.

Ainsi, malgré d'indiscutables éléments négatifs dans la situation politique de rentrée, au-delà de la démoralisation dans les rangs des travailleurs, provoquée par trois ans de collaboration de classes pratiquée au gouvernement par le PS et le PCF, demeure l'espace d'une intervention de masse, active et multiforme, pour les révolutionnaires.

A quoi sert le gouvernement Fabius?

Laurent CARASSO

UAND le 12 juillet François Mitterrand annonça à la fois le référendum et le retrait du projet de loi Savary, il enclencha le processus qui aboutit, un mois après les élections européennes, à la formation du gouvernement Fabius, sans ministres communistes.

Que l'ensemble de ces événements se soient déroulés ou non selon les vœux de l'Elysée n'est guère important. En effet ce résultat est dans le droit fil des choix présidentiels faits après l'échec électoral du 17 juin.

Depuis 1982, les orientations économiques reposent de manière nette sur les plans d'austérité. Cette politique ne pouvait amener qu'un rejet de la part de l'électorat populaire de la gauche. La sanction s'est répétée en s'aggravant à chaque consultation. Continuer dans ce sens impliquait dès lors de chercher un autre soutien politique, en trouvant un point d'appui dans des éléments de l'opposition.

Se défaire du 10 mai

Pour atteindre ce but, il fallait se débarrasser des oripeaux qui faisaient encore du gouvernement Mauroy celui de l'Union de la gauche et de François Mitterrand le président du 10 mai 1981. L'horizon présidentiel est barré par l'échéance de 1986. Les changements intervenus en juillet dernier visent à permettre de passer cet obstacle en adaptant l'image du gouvernement et celle du président; les adapter à la recherche de cette nouvelle majorité qui les libère de celle dont tous deux dépendent encore.

Ainsi, tout en prolongeant les choix économiques faits depuis deux ans et la volonté d'ouverture à droite déjà présente avant le 17 juin, le gouvernement Fabius symbolise un tournant politique. François Mitterrand et

son nouveau Premier ministre se veulent désormais étrangers au 10 mai. La grande masse des travailleurs de ce pays va les ressentir de plus en plus nettement comme étrangers à leurs préoccupations.

Les dirigeants du PCF expliquent aujourd'hui que ce gouvernement appliquera une nouvelle politique et qu'ils ne peuvent plus collaborer à sa mise en œuvre. L'argument est de peu de poids, la preuve la plus évidente en étant que Fabius, Premier ministre, va faire voter la loi de finances 1985 qu'aura préparée Fabius, ministre de l'Economie du dernier gouvernement Mauroy.

La direction communiste ne peut plus feindre d'ignorer les conséquences des décisions prises depuis trois ans sur le terrain économique et social. Les rares mesures positives prises au lendemain de mai 1981, concernant la retraite ou les allocations familiales, n'ont pu contrebalancer les effets néfastes des capitulations successives devant les exigences patronales. Incapables de s'attaquer à la logique des profits, les dirigeants socialistes, avec l'aval des communistes ont accepté ces orientations comme une nécessité. Dès 1983, cette nécessité fut érigée en vertu avec l'adoption par le gouvernement du discours « moderniste » justifiant les restructurations capitalistes dans l'industrie et la restauration des taux de profits par les licenciements massifs. Ce « modernisme » qui avait un goût de déjà vu, le bilan peut déjà en être tiré: nous atteignons les 2 500 000 chômeurs et la baisse du pouvoir d'achat des ménages ne peut plus être masquée par aucun artifice comp-

Tel sera le bilan des gouvernements Mauroy.

Le seul onguent que crut trouver le Parti socialiste pour apaiser cette

douleur à gauche fut le baume des libertés que la majorité se faisait fort d'étendre. Après la bataille de la loi sur la presse, se pose la question laïque, dans laquelle beaucoup de socialistes espérèrent un peu de courage de la part du gouvernement. Las! Savary trouva son chemin de Damas sur la route qui le menait combattre l'école privée. Parti en principe pour pourfendre les privilèges octroyés à la hiérarchie catholique par les lois Debré et Guermeur, il reçut bientôt la révélation des bienfaits de la subvention publique obligatoire par les communes.

La question scolaire devint un bourbier où le gouvernement ne trouva plus aucune branche salvatrice, du côté des laïques ou de celui de l'Eglise. Le retrait du projet de loi et la démission de son auteur conclurent pitoyablement la recherche d'un compromis impossible. Mais les gouvernants tirèrent leçon de cet épisode peu glorieux. Le peu d'audace verbale contre l'école privée, le peu de velléités de s'en prendre à des privilèges de classe suffirent à déclencher de la part de la bourgeoisie une furieuse campagne isolant le gouvernement, bien mal récompensé de ses efforts de collaboration avec les capitalistes. Aussi peut-on prédire à peu de frais que, désormais, les ministres de Laurent Fabius appliqueront son sage conseil de « respecter l'adversaire », c'est-àdire d'éviter toute arrogance envers la bourgeoisie, arrogance dont le gouvernement n'a ni les movens ni la

Ainsi, la France étant de surcroît passée à côté de la faible reprise économique que venaient de connaître d'autres grands pays capitalistes, Mitterrand savait que les mois à venir n'offriront guère de possibilités de réduction du chômage ou de desserrement du blocage salarial,

guère de « grain à moudre » comme aime à le dire André Bergeron. La seule issue pour continuer la politique de chômage et d'austérité se trouve désormais dans la recherche de nouvelles alliances politiques à droite.

Le calcul de Mitterrand

Mitterrand compte utiliser deux armes. La première est le renforcement de l'aspect présidentiel des institutions, autour de sa propre personne. Pour ne plus jouer le rôle de l'homme de la rose au poing, de l'élu du 10 mai, il revêt l'uniforme de l'homme du 13 mai 1958, fondateur de la Ve République. Cet aspect, déjà soigneusement travaillé depuis un an, a été renforcé par le renvoi en boomerang contre la droite du thème du référendum.

Beaucoup se sont émerveillés de l'habileté de la manœuvre. Il est vrai que Chirac et l'opposition ont été pris à contre-pied. Mais cette volonté de recourir au référendum ne représente-t-elle pas le plus flagrant aveu de l'isolement, de la faiblesse de ce président « 20 % »? Car à la différence de De Gaulle au début des années soixante, de quel charisme, de quel aval populaire peut se prévaloir Mitterrand? Il parle d'autant plus du référendum qu'il se sait incapable d'y procéder sur quelque question essentielle pour la vie du pays. Il vient lui-même de démontrer qu'il ne pourrait y avoir recours qu'avec le soutien des partis de droite!

La deuxième arme de Mitterrand est son gouvernement, débarrassé de l'encombrant allié communiste. Le « Giscard de gauche » qui le dirige, « Giscardus » persissent certains, voilà la meilleure image de marque pour l'ouverture à droite. Mais là encore Laurent Fabius et son gouvernement font figure de voyageurs sans billets sur le quai de la gare. Où est l'interlocuteur, où trouver le courant bourgeois significatif prêt à un retournement d'alliances et à la collaboration? Ce gouvernement a dixhuit mois pour changer cette situation.

Reste une question: comment Mitterrand espère-t-il tout à la fois maintenir une faible riposte des travailleurs à ses plans d'austérité et dégager à droite un terrain pour le consensus avec des forces bourgeoises?

Il est d'abord fort de son bilan, à savoir les succès rencontrés dans l'application de mesures anti-ouvrières depuis deux ans. Des centaines de

milliers de licenciements, dont la mise en déclin de la sidérurgie et de la réparation navale, l'attaque frontale contre le pouvoir d'achat et les diminutions des prestations sociales. Toutes ces mesures ont été réalisées sans rencontrer de riposte ouvrière contraignant à revenir sur ces décisions.

De cela il peut être gré en premier lieu aux dirigeants des confédérations syndicales, ceux du Parti communiste. Chacun à sa manière, ils se sont fait la caution de ce gouvernement auprès des travailleurs. Ils ont pesé de façon décisive pour désorienter la classe ouvrière qui a vu ce gouvernement de gauche aggraver leurs conditions de vie. Privés de l'organisation de l'action, désorientés par les discours des dirigeants convertis à l'austérité comme mal nécessaire, craignant le retour au régime de droite subi durant vingt-trois ans, les travailleurs n'ont pas jusqu'à ce jour trouvé les forces et les objectifs permettant de bloquer l'offensive patronale. Les vertus de l'austérité n'ont sûrement pas fait de nouveaux adeptes parmi les travailleurs, mais comment réagir? Est-il vraiment possible de s'y opposer? Ces questions sont demeurées jusqu'à ce jour sans réponses concrètes. Les nombreuses luttes déclenchées en riposte aux licenciements n'ont pu encore rencontrer les possibilités d'une extension dans un mouvement d'ensemble contre l'austérité.

C'est sur cette situation que compte jouer Mitterrand, assuré par ailleurs que les directions syndicales et même le PCF continueront de jouer le jeu, ou du moins ne s'engageront pas dans une réelle épreuve de forces contre sa politique.

La deuxième carte de Mitterrand réside dans le manque d'organisation et d'homogénéité des forces politiques de droite. Il est surprenant de voir l'incapacité dans laquelle sont ces partis à tirer profit du discrédit croissant du régime. Leur force majeure réside aujourd'hui dans la désaffection électorale des couches populaires, dans le mécontentement grandissant. Mais la cause même du discrédit de la gauche n'est pas pour conforter tout à fait la droite : chassée par le refus de l'austérité, elle voit Mitterrand se heurter au même obstacle. Elle sait que revenant aujourd'hui aux rênes du gouvernement, il lui faudrait peu de temps, si ce n'est moins pour être de nouveau discréditée.

Dès lors, Mitterrand espère que vont germer, du sein même de la

droite, des forces jugeant préférable un vaste consensus national avec le Parti socialiste pour affronter cette situation. Certes, l'échec cuisant d'Olivier Stirn lors des élections européennes montre que ce pari a peu de chances de réussite. Mais comme les difficultés de la droite à asseoir un projet permettant une quelconque stabilité alimentent une crise continue de direction, Mitterrand peut caresser l'espoir d'arriver à quelque résultat d'ici un an.

Au-delà de préoccupations tactiques immédiates, Mitterrand caresse un projet ambitieux: remettre en cause la polarisation de classe qui pèse sur la vie politique française, créer les conditions d'une « alternance telle que la pratique la RFA ou la Grande-Bretagne. C'est pour servir ce dessein que Mitterrand envisage la réforme institutionnelle visant à introduire la proportionnelle lors des législatives de 1986.

Certes, le patronat français, et à sa tête le CNPF, aurait intérêt à ce que le pays dispose d'un système politique où, par une collaboration entre forces social-démocrates et conservatrices, les antagonismes de classes soient atténués.

Mais ce projet, pour se réaliser, aurait besoin de bien autre chose que d'une simple réforme institutionnelle.

Une instabilité accentuée

Le gouvernement Fabius se trouve ainsi au milieu du gué. Son existence même va provoquer des modifications de la situation sociale du pays.

Si les travailleurs n'ont pas trouvé les moyens de s'opposer à la politique d'austérité, ils ont néanmoins exprimé leur désaveu. La désaffection que subissent les partis et syndicats liés au gouvernement en est la preuve. Cette désillusion entraîne surtout aujourd'hui un dégoût de la politique. Qui croire, dans ce monde politicien où tout n'est que rideau de fumée pour masquer le résultat invariable : ce sont toujours les mêmes qui payent l'addition.

Ce dégoût favorise d'abord ceux qui offrent un exutoire palpable au découragement populaire, au chômage et à la baisse du pouvoir d'achat. Le Front national, en désignant l'immigré pour cible, rencontre avec sa démagogie raciste un succès électoral

reel.

Cette détérioration de la confiance dans les directions ouvrières a touché de plein fouet le Parti communiste. Aussi par un réflexe de survie, le PCF a-t-il décidé de quitter le gouvernement. Mais, ce faisant, il n'a pas proclamé un changement de politique ou d'alliances. En fait, il en était arrivé à un stade où sa propre substance commençait à être atteinte, tant dans les entreprises qu'au niveau électoral. Plus d'un mois après son départ, rien n'est réglé quant aux choix que va faire la direction et aucune déclaration n'a répondu à cette question.

Le PCF n'a pas aujourd'hui de solution de rechange à proposer. La formule du « soutien sans participation » n'a de valeur que comme garde-fou envers des militants qui pourraient se sentir autorisés à partir vraiment à l'offensive contre les mesures d'austérité. Cette formule s'usera vite au fil des décisions gouvernementales injustifiables au yeux des travailleurs.

Comment regagner la confiance des travailleurs, sinon en apparaissant comme le parti qui combat l'austérité? Aussi une hypothèse est que les dirigeants communistes organisent beaucoup d'agitation sur les mesures du gouvernement mais sans offrir aucune perspective. Car le PCF aura du mal à échapper à l'opposition impuissante. Quelle crédibilité aurait une ligne visant à améliorer la politique du gouvernement... sans ministres communistes? Comment le PCF pourrait-il faire de l'extérieur ce qu'il n'a pas été capable de faire de l'intérieur? Il va probablement expliquer une nouvelle fois que ses propositions sont minoritaires, que la majorité des travailleurs n'est pas disposée à s'affronter à l'austérité, couplant ces explications de campagnes sectaires renouvelées à l'égard des socialistes.

Peut-être le PCF sera-t-il condamné à osciller en permanence entre le « soutien sans participation » et la dénonciation sectaire, politique qui n'apparaîtra ni plus claire ni plus efficace que la « participation sans soutien » menée antérieurement.

Le Parti socialiste, pour sa part, ne sera pas dans une situation plus favorable. Il est désormais le seul soutien de ce gouvernement. La composition même du cabinet Fabius reflète ce problème en rassemblant à nouveau tous les courants du parti. C'est au PS seul que reviendra aussi la responsabilité des décisions parlementaires. De plus, le projet d'alliance à droite de Mitterrand et le départ des communistes vont se heurter aux racines mêmes du renouveau

socialiste initié dans les années soixante-dix.

Tous ces éléments vont peser pour accroître les contradictions d'un parti qui, reposant avant tout sur son électorat et ses élus, voit avec des frissons dans le dos se rapprocher l'échéance de 1986.

La situation qui s'ouvre n'a donc rien de stable. Les travailleurs n'attendaient plus guère du gouvernement Mauroy, ils savent que de celui de Fabius ils ont tout à craindre. Les promesses d'allègements fiscaux pour le patronat se traduisent déjà par une hausse généralisée des impôts indirects à travers l'essence et le téléphone. Des dizaines de milliers de licenciements sont désormais programmés dans l'automobile. Le projet de budget 1985 promet une baisse des ressources et des emplois pour les services publics et le maintien du blocage des salaires pour les fonctionnaires.

Un seul élément émerge réellement : le discrédit de tous les partis politiques traditionnels, que ce soit ceux qui ont été battus en 1981 ou ceux qui ont trahi leurs engagements depuis lors. Ce phénomène n'est pas en soit rassurant pour le patronat. Les travailleurs n'acceptent toujours pas chômage et blocage du pouvoir d'achat comme un mal nécessaire. C'est au contraire l'entente apparente de tous les partis pour leur imposer cette situation qui écœure une grande masse de gens. Ce rejet ne garantit donc pas le calme social face aux mesures que le patronat voudrait imposer dans les mois qui viennent. Aussi l'enjeu est bien une reprise de confiance. Reprise de confiance des travailleurs, non pas dans des directions qui les mènent à la catastrophe, mais dans leurs propres forces pour imposer l'arrêt de cette politique.

Aussi la seule issue positive désormais pour les travailleurs est la mise en échec de ce gouvernement. Il est toujours possible de battre l'austérité et d'empêcher par là même la droite de revenir en 1986 pour appliquer une politique encore plus brutale.

Ce combat sera bien sûr celui des militants de la LCR mais il faut aussi qu'il devienne celui des travailleurs communistes, des travailleurs socialistes, des syndicalistes qui n'ont aucun intérêt à laisser Fabius et Mitterrand écraser les exigences mises en avant le 10 mai 1981.

étapes d'une faillite

Michel THOMAS

GGRAVE lors des élections européennes du 17 juin dernier, le recul du PCF place désormais ce parti sous la menace de la marginalisation politique, en situation de lutte pour sa survie.

Ce lent déclin ponctué d'effondrements brusques n'est pas seulement électoral. Il affecte aussi ce qui fait la force déterminante du parti, son enracinement ouvrier: rétrécissement, perte de poids absolu voire disparition de ses bases traditionnelles dans l'industrie; semi-échec de ses tentatives vers les couches employées et surtout techniciennes du salariat. La lente érosion de l'audience de la CGT, amorcée parallèlement à celle du PCF, montre combien les tendances à l'œuvre au sein du mouvement ouvrier français sont, pour employer un vocable à la mode, des tendances « lourdes ».

Ce déclin se lit aussi dans le vieillissement de la mouvance immédiate du parti. Un sondage commandé par l'Humanité dimanche révèle que 48 % des lecteurs de cet hebdomadaire ont plus de cinquante ans et 19 % seulement moins de trente-quatre ans. Aucune indication n'est donnée sur le pourcentage de lecteurs de moins de vingt-cinq ans. Les sondages récents réalisés sur les intentions de vote par tranche d'âge indiquent un pourcentage de 6 % de jeunes de moins de vingt-cinq ans favorables au PCF. Il n'y pas là seulement une situation nouvelle pour le PCF, mais une inversion de ce qui fut la norme : ce parti qui attira massivement la jeunesse pendant des décennies est aujourd'hui repoussé par elle.

Toutes les tentatives de la direction du PCF pour remonter le courant ont précipité la chute comme les contorsions désordonnées d'un nové rapprochent le moment de l'asphyxie. Toutes ses tentatives pour se doter d'un look démocratique et responsable, ou au contraire pour ressusciter la vieille identité « révolutionnaire » n'ont fait qu'accroître trouble et confusion.

Il serait cependant trop simple d'assimiler ce déclin historique à un phénomène naturel, analogue aux processus sociologiques ou biologiques. Pareilles interprétations confondent description et explication. Elles reposent souvent sur l'a priori du caractère anormal ou exogène à la société française du PCF, et en définitive du communisme lui-même. Elles font l'économie de l'analyse des causes politiques et sociales, c'est-àdire des luttes politiques et sociales, nationales et internationale, qui se sont nouées dans une configuration particulière et ont conduit le PCF là où il se trouve aujourd'hui.

Le précédent de 1958

Si l'on peut parler de recul ou de déclin historique du PCF, c'est par opposition à une défaite qui peut être surmontée, fut-ce partiellement. Le PCF a connu pareille défaite, en des temps encore proches, après le coup d'Etat gaulliste de 1958. Seule force politique importante à se battre pour le « non », le parti perdait 30 % de son électorat lors du référendum de septembre, pertes confirmées aux législatives de novembre : il tombait à 19,20 %, contre 25,90 % aux élections comparables de 1956 (score luimême proche du record de novembre 1946 : 28,30 %).

Le parti de Maurice Thorez pavait la trahison des espoirs mis par les travailleurs dans la Libération, son alignement sur de Gaulle à l'époque, et de façon plus générale sa compromission dans une IVe République discréditée, en défense de laquelle les travailleurs ne pouvaient se

1. Une coalition de gauche, le Front républicain, gagne les élections de 1956. Elle a été élue sur le thème de la paix en Algérie. Président du Conseil, Guy Mollet demande les pouvoirs spéciaux. Le PCF les lui accorde. Mollet allait capituler devant les jets de tomates des colons algérois, envoyer le contingent en Algérie, et lancer la guerre à outrance.

2. In « le Choc du XXe Congrès », Ed. sociales, 1982.

3. Réduction du parti à une force d'appoint: argument utilisé quand la direction s'oppose à l'unité d'action. Raison avancée notamment pour refuser la participation du parti et de l'UEC à la journée organisée le 17 octobre 1960 par l'UNEF, la FEN et la CFTC contre la guerre d'Algérie et les tortures. Cette date marque le début de l'essor des mobilisations de masse contre la guerre et de la dissidence de l'UEC.

4. Il peut être intéressant de rappeler que le secteur Sorbonne-lettres de l'UEC, bastion de la tendance de gauche, fut dissous pour avoir caractérisé publiquement la candidature Mitterrand comme bourgeoise, et souhaité une candidature du mouvement ouvrier. Les principaux animateurs du secteur Sorbonne-lettres formeront la JCR puis, après Mai 68, seront parmi les fondateurs de la Ligue communiste.

mobiliser. Il subissait aussi les conséquences de sa politique algérienne : refus de toute solidarité avec le FLN et vote des pouvoirs spéciaux à

Guy Mollet en 1956 (1).

Mais ce recul électoral du PCF, sans précédent jusqu'alors, exprimait aussi la défaite de la classe ouvrière en mai 1958. Désormais confronté à un Etat fort, le parti refit ses forces dès que la classe ouvrière se remit peu à peu en mouvement. Il bénéficia alors d'avoir été le seul grand parti ouvrier à avoir défendu le « non » à de Gaulle. A l'inverse, compromise par sa collaboration avec le Général jusqu'en 1962, la SFIO allait subir un rétrécissement constant de ses bases sociales, un effritement de son électorat et le mépris prononcé de la ieunesse.

Dès 1956 et au cours de ces mêmes années. Thorez avait réussi à préserver son parti des effets désagrégateurs de la crise du stalinisme, publiquement ouverte: le choc de l'insurrection hongroise de 1956 fut encaissé, malgré des pertes importantes, par une mobilisation en défense du parti contre la réaction et les fascistes. L'existence du « Rapport Khrouchtchev » qui « révélait » au monde les crimes de Staline fut longtemps niée (on parlait de « prétendu rapport Khrouchtchev » ou de « rapport attribué [par la presse bourgeoise] au camarade Khrouchtchev »). Maurice Thorez, Jeanette Vermeersh, Jacques Duclos et toute la vieille garde stalinienne agissaient ainsi par autopréservation, complices qu'ils avaient été — et pas seulement passifs! — des crimes staliniens. Ces dirigeants, qui avaient éduqué deux décennies durant des millions de travailleurs dans le culte du « petit père des peuples » (culte dont Thorez faisait également l'objet en France), craignaient pour leur prestige et plaçaient comme de coutume les « intérêts supérieurs» du parti au-dessus de la vérité, fut-ce celle qui parvenait à demi-voilée de Moscou.

Que cette direction ait pu différer, neutraliser ou amortir dans le temps le choc de la « déstalinisation » sur le parti français, en dit long sur le régime intérieur qui y régnait et sur le sentiment de camp retranché, assiégé à l'intérieur de la société bourgeoise, qui y dominait.

Les Editions sociales n'ont publié que tout récemment le fameux rapport naguère « attribué » à Khrouchtchev (2). Avec presque trente ans de retard! Mais s'ils ont protégé le parti (c'est-à-dire avant tout eux-mêmes et la cohésion de l'appareil), les vieux dirigeants thoréziens laissaient à leurs héritiers de terribles bombes à retardement

Fusée porteuse de Mitterrand

La politique d'Union de la gauche s'esquisse durant ces années de gaullisme triomphant. En 1964, Thorez définit la perspective devant le XVIIe Congrès du parti : « Dans l'immédiat, c'est en réalisant le front unique entre les partis qui se réclament de la classe ouvrière et l'union de tous les républicains que nous créerons un mouvement suffisamment fort pour éliminer le pouvoir personnel et instaurer une démocratie véritable. » Ce langage n'a rien de neuf. Il prolonge ceux de 1936 et de 1945. La nécessité de promouvoir la plus large alliance, au-delà des parouvriers, est justifiée par l'inévitabilité d'une « étape démocratique », nettement séparée de la révolution socialiste. La lutte pour le renversement du capitalisme est donc renvoyée à un au-delà lointain.

Cette politique authentiquement réformiste s'accorde avec la réaffirmation dogmatique et abstraite des « principes universels » du marxismeléninisme, de la nature de classe de l'Etat bourgeois et de la nécessité de le détruire par la violence pour instaurer la dictature du prolétariat. La répétition dogmatique de ces principes, la vigueur et la fureur des attaques de la bourgeoisie contre l'URSS et le PCF, lavent de tout soupçon d'opportunisme une pratique réelle présentée comme des tactiques conduisant au but final. C'est qu'un large courant révolutionnaire de la classe ouvrière française, qui crovait trouver en l'URSS la continuation de la révolution d'Octobre, fut longtemps emprisonné par l'organisation stalinienne dans une politique contrerévolutionnaire.

Thorez n'innove donc pas à ce XVIIe Congrès, sauf pour avancer, en direction de Guy Mollet, l'exigence d'un « programme commun ». Or, confrontée à la Ve République dont les institutions poussent à la constitution de blocs majoritaires, la SFIO, qui vient de rompre avec de Gaulle, hésite : construire une grande force centriste avec Lecanuet et consorts (c'est le projet de « grande fédération » impulsé par Defferre) ou... marcher à reculons vers une alliance avec le PCF. L'avortement de la première tentative laisse libre la seconde voie.

C'est alors que surgit Mitterrand.

Candidat à la candidature unique de la gauche à l'élection présidentielle de 1965, ce politicien bourgeois opposé à de Gaulle dès le 13 mai, qui fut de presque tous les cabinets de la IVe République, sut devenir l'homme de la situation. Non par la grâce de son prestige (discuté) ou de ses vertus (peu appréciées) mais précisément parce qu'il était encore un politicien solitaire, au reste assez peu prisé. Mollet croit pouvoir le circonvenir et se l'attacher. Waldeck Rochet, successeur de Thorez, pense n'avoir rien à en redouter.

Si prompte ordinairement à dénoncer les complots visant à réduire le parti à une force d'appoint (3), la direction du PCF renonce à tout programme commun. Elle se rallie à Mitterrand sans négociation, sans même une seule rencontre, que le candidat jugeait inopportune. Elle se contente d'une intention d'agir « sans exclusive » affichée par Mitterrand quand il présenta, souverain, les sept options de la plate-forme présidentielle (4)!

En cette année 1965, Guy Mollet et la direction du PCF tendaient une corde dont ils ne soupçonnaient pas qu'elle serait un jour tenue par celui qu'ils propulsaient en avant contre de Gaulle, et qu'ils tenaient à l'époque pour un comparse de circonstance.

Après 1965, l'Union de la gauche demeure une perspective, mais une dynamique est enclenchée qui a réintroduit le PCF dans un jeu d'alliances politiques. Dans les années 1966-1968 apparaissent les signes de mouvements profonds qui connaîtront des développements ultérieurs : le début de l'érosion de l'influence de la CGT dans la classe ouvrière et une première percée du PCF dans des couches salariées qu'il organisait peu jusqu'alors, essentiellement chez les enseignants. Un nouveau vivier est ainsi ouvert à l'appareil du PCF, dans lequel il va puiser de plus en plus largement pour renouveler ses cadres.

Rempart du gaullisme en Mai 68

Mai 68 fit voler en éclats les lentes et laborieuses manœuvres des appareils politiques. Violemment hostile au mouvement de mai, le PCF géra ensuite la grève générale dans laquelle il ne voulut voir qu'un mouvement revendicatif. La CGT devait le solder au rabais à Grenelle.

Confronté à un mouvement de masse aussi généralisé qu'imprévu, à

5. Le PCF tenta notamment d'imposer le vocable « gauchiste-Marcellin » (Marcellin était le ministre de l'Intérieur) pour désigner les courants et

militants d'extrême gauche.

6. Deux dirigeants, jusqu'alors fort liés, expriment à ce moment des positions inverses: Jeanette Vermeersh qui approuve l'URSS et démissionne du bureau politique. Roger Garaudy qui veut une condamnation plus franche de l'intervention soviétique et entame un combat qui le mènera à l'exclusion.

7. Rapport publié dans la brochure « l'Union est un combat », Etienne Fa-

jon. Editions sociales, 1975.

8. Le PCF mena une active campagne autour de son programme, « Changer de cap », au tout début des années soixante-dix, jusqu'en juin 1972. Ce document servit de base, avec le programme du PS, pour négocier le programme commun de gouvernement.

9. Quand il répudia le programme commun, le PCF repoussa du même coup l'idée d'un programme du parti! Il lui substitua la notion, plus volatile, d'« objectifs de lutte et de trans-

formation ».

une situation pour le moins exceptionnelle puisque dix millions de grévistes occupaient usines bureaux, quand le cri « Dix ans, ça suffit! " retentissait dans toutes les manifestations, le PCF refuse l'occasion de chasser de Gaulle, d'effacer mai 1958, de jeter bas la Ve République et son Etat fort. Il n'avança une perspective politique (« gouvernement populaire ») que deux jours en mai, pour faire pièce aux manœuvres de Mitterrand et de Mendès-France qui aspiraient trop ouvertement à combler la vacance du pouvoir gaulliste.

Si le « mouvement de masse d'une ampleur inégalée » revient comme un refrain obligé dans tous les discours et résolutions de congrès du PCF à cette époque, le parti se comporte comme une digue, et combien efficace, quand ce mouvement se déclenche.

La situation politique et sociale nouvelle issue de Mai 68 oblige le PCF à rechercher très activement une solution politique. Le Manifeste de Champigny réaffirme, en décembre 1968, l'urgence d'une coalition à vocation gouvernementale avec le PS. C'est la condition nécessaire pour dominer et canaliser une activité ouvrière dont la spontanéité et le radicalisme l'inquiètent; pour combattre enfin, en usant des vieilles méthodes staliniennes de calomnie, d'intimidation et de violence, un danger apparu sur sa gauche: les organisations révolutionnaires qui s'appuient sur une mouvance encore mobilisée et dont les initiatives connaissent de grands retentissements (5).

Le PCF est en même temps frappé par l'intervention des forces du pacte de Varsovie en Tchécoslovaquie, le 21 août 1968. La direction est divisée et les militants du parti réagissent de façon contradictoire. Officiellement, le parti « réprouve », puis « désapprouve » (6). Sous la houlette de Marchais, il réintègre le giron brejnévien et traite au passé son désaccord sur l'intervention en Tchécoslovaquie.

Enfin le PCF lance initiative sur initiative pour gagner à lui les nouvelles couches salariées, employés, techniciens, dont il perçoit avec retard l'importance dans la classe ouvrière.

Quand est signé en juin 1972 le programme commun de gouvernement, la question de l'hégémonie future dans l'alliance est ouvertement posée. Mitterrand n'avait rien caché de ses intentions : faire passer le PCF de cinq a trois millions d'électeurs, au bénéfice de la socialdémocratie.

Les maléfices du programme commun

Dans un rapport prononcé le 29 juin 1972 devant le comité central et qui fut dissimulé aux militants jusqu'en 1975, Marchais déclarait: « Il est clair que la conclusion d'un programme commun, la perspective d'un gouvernement dans lequel le PS jouerait un rôle important, donneront à celui-ci des bases pour son effort pour se renforcer à notre détriment, si nous ne faisions pas ce que nous devions faire (...) En résumé, il y a dans le contexte national et international des éléments de contraintes. des risques sérieux pour le succès de l'entreprise que nous voulons engager sur la base de ce programme commun (7). »

Ces craintes de la direction du PCF se concrétisent dès 1974. Le PS commence à dominer son allié et concurrent dans les urnes. Hier moyen d'une croissance exceptionnelle et d'épanouissement du parti dans les institutions de la société bourgeoise, la tactique frontiste s'est retournée : elle fonctionne désormais comme un piège, et profite au PS.

« Si nous ne faisions pas ce que nous devions faire », avertissait Marchais deux ans plus tôt. Le PCF met alors en œuvre une panoplie de tactiques éprouvées, qui toutes vont se révéler stériles ou catastrophiques. Rappelons quelques épisodes:

- Le parti se casse les ongles dans sa tentative de réaffirmation de son rôle indépendant dès 1974. Il réussit surtout à inquiéter une opinion acquise à l'Union de la gauche.
- En 1976, un cours eurocommuniste est proclamé à grand fracas. Berlinguer, Carrillo et Marchais font chorus à Madrid. Juquin sert la main au dissident russe Plioutch devant les caméras. Les rapports avec l'URSS se tendent, Marchais procède à un dépoussiérage fort cavalier, devant les téléspectateurs, du vieil attirail dogmatique « marxiste ». Il répudie la « dictature du prolétariat» comme une défroque mitée, et dénonce le stalinisme comme une déformation passée qui n'aurait jamais affecté le PCF. Voilà une « déstalinisation » à

l'esbrouffe, à fonction médiatique, vingt ans après le XX^e Congrès du PCUS!

• Rompant l'Union de la gauche en 1977-1978, le PCF fait ressurgir le vieux thème sectaire et ultragauche de l'union à la base. Il approuvera bientôt de façon agressive et provocante l'invasion de l'Afghanistan, la répression contre Solidarnosc en Pologne, et célèbre de la même façon le « bilan globalement positif » des pays du « socialisme réel ». Mais ce repli sur le vieux passé d'isolement sectaire et sur l'URSS, sur l'ancienne identité « révolutionnaire » du parti ne fonctionne plus. C'est un désastre.

Dans le même mouvement — derrière son apparent radicalisme qui d'ailleurs ne fait guère illusionla direction avance une conception « nouvelle » de l'avancée vers le socialisme: c'est la thèse du « pas à pas » consacrée au XXIIIe congrès. Le préalable de la conquête du pouvoir politique est abandonné. La démarche programmatique (programme commun de gouvernement) est dénoncée comme cause de tous les maux. La stratégie étapiste est fustigée, abandonnée, au profit d'une démarche de contruction du socialisme « maintenant » (c'est le « pas à pas ») et de l'autogestion (hier vilipendée). Ce faisant, Marchais et les siens ramènent les conceptions théoriques (si l'on peut parler de théorie) de leur parti en deçà des révisionnistes de la II^e Internationale. Bernstein lui-même est enfoncé. Même les possibilistes, composante du mouvement socialiste français à ses origines, s'en frotteraient les yeux : ils luttaient pour des réformes « possibles » dans la société capitaliste, et ne prétendaient certainement pas y introduire « pas à pas » et « maintenant » le socialisme, sans changement de la structure politique et économique!

• Retournement en mai 1981: c'est en position subordonnée que le PCF accède au gouvernement, où il joue les cautions et assume sa fonction de gardien de la paix sociale pendant trois ans. Et ceci, pour appliquer une politique jugée globalement négative par la classe ouvrière, qui l'a sanctionnée comme telle lors de nombreuses élections par son abstention massive.

Le PCF a justifié sa participation par le respect de la volonté des masses, qui par ailleurs ne lui ont pas donné les moyens de peser davantage sur le cours des événements. Ce comportement à la Ponce Pilate l'affaiblit

encore plus : pourquoi voter pour un parti qui rejette ses fautes sur les électeurs, et brandit son impuissance comme preuve de sa pureté virginale?

• La décision de ne pas entrer dans le gouvernement Fabius en juillet 1981 annonce peut-être un nouveau tournant politique, mais elle semble d'abord procéder d'un souci de sauvegarde. Cette mesure préservatoire a d'abord pour but de faire tomber des tensions trop fortes à la direction et dans l'appareil, afin de préparer selon des méthodes habituelles le XXVe Congrès: tous les problèmes politiques et de personnes doivent être réglés dans et par le haut appareil, avant la réunion des délégués.

Révolutionnaire et réformiste? Le PCF a perdu sur les deux tableaux

Lorsqu'il signe le programme commun en juin 1972, le PCF proclame une double ambition : il veut être à la fois un parti réformiste et un parti révolutionnaire. D'un côté, l'alliance avec le PS authentifie en quelque sorte la vocation gestionnaire et gouvernementale du PCF; de l'autre côté, la présence du PCF dans l'alliance doit la garantir contre un retour toujours possible de la social-démocratie à la collaboration de classes.

Or, en paraphant le programme commun, le PCF officialise un rapprochement avec le PS qui est tout sauf circonstantiel. Le programme commun n'est pas un compromis entre les deux partis; il définit le cadre stratégique qui leur est commun : des réformes de la société capitaliste, dans le respect de son fonctionnement et de ses institutions. Dans son rapport, déjà cité, de juin 1972, Marchais reconnaissait d'ailleurs que les objectifs sociaux du programme commun sont ceux du PCF et que « Pour l'essentiel (...) les chapitres portant sur la politique économique n'appellent qu'un remarque : à savoir qu'ils sont proches de nos pro-positions. » Des compromis furent passés sur tel ou tel point quand il y avait écart, pas sur la logique d'ensemble du programme (8).

Ainsi, quoi qu'il ait dit et quoi qu'il ait tenté, le PCF se retrouva dans l'incapacité de défendre un programme indépendant, distinct du

programme commmun (9). « Parti d'ordre », comme il se qualifiait dans l'après-68, le PCF avait lui-même brouillé les délimitations politiques d'avec la social-démocratie. Cette dernière sût, par contre, utiliser la caution que lui apportait le PCF pour faire oublier les trahisons du parti de Guy Mollet et attirer à elle la majeure partie de l'électorat ouvrier, en particulier les couches techniciennes et supérieures du salariat qui ont basculé en sa faveur.

Bientôt distancé par le PS sur le terrain du réformisme — la social-démocratie offrant à cet égard plus de garanties et de gages d'efficacité —, le PCF ne parvint pas plus à réaffirmer une identité révolutionnaire.

L'appartenance du PCF au « camp socialiste » l'authentifiait naguère, aux yeux d'une large partie de la classe ouvrière et de la jeunesse, comme parti irrémédiablement opposé à l'ordre bourgeois. Dès lors que des illusions sur l'URSS de Staline et de ses successeurs sont tombées, un rejet profond est apparu dans la classe ouvrière et la petite bourgeoisie. Le discriminant qui jouait autrefois en faveur du PCF se transforma alors, à une large échelle, en signe négatif.

C'est la rencontre de cette double crise — celle engendrée par la concurrence malheureuse avec la social-démocratie, et celle du stalinisme — qui a entraîné le PCF sur la pente fatale. La rencontre de ces deux crises fonctionne comme un nœud coulant, car leur approfondissement et interaction réciproques interdisent au PCF de poser le pied sur quelque terrain ferme. Tout appui solide se dérobe, il n'est plus pour lui que fondrières.

Une crise aux formes spécifiquement françaises

Depuis 1981, la direction du parti incrimine le « retard de 1956 ». Elle désigne là une carence dans l'exploration à temps des « voies nationales au socialisme » et une myopie devant les modifications structurelles du salariat en France. Comme si la bonne fortune du PC italien avivait aujourd'hui le souvenir cuisant d'une occasion manquée! Ce « retard de 1956 » tient en effet autant du regard d'envie porté sur le voisin transalpin que de l'autocritique (Le PCF se fit tout au long des années soixante l'agent des Soviétiques dans la lutte contre le « polycentrisme » prôné par Togliatti au sein du « mouvement communiste international » et il ne cessa de combattre les tendances dites « italiennes » dans ses propres rangs.)

La thèse du « retard de 1956 » signifie que le PCF aurait raté à cette date un tournant que le PCI a réussi. Ce tournant fut, nous l'avons signalé, farouchement combattu par Thorez. Le PCF aurait-il pu s'orienter différemment après le XX^e Congrès du PCUS et s'imposer en France comme le grand parti ouvrier, communiste certes, mais occupant la place de la social-démocratie? Il serait imprudent de chercher réponse à cette question sans prendre en compte les différences de situation concrètes entre le PCF et le PCI.

Réduit à l'illégalité depuis le début des années vingt, ce dernier n'a pu marquer profondément la classe ouvrière italienne de l'empreinte stalinienne, comme le fit le PCF. Il n'avait pas à répondre comme le PCF des différents tournants politiques de l'Internationale communiste stalinisée, car ces tournants n'avaient pû sanction de crasée sous le fascisme. Le PCI était donc beaucoup plus libre à l'égard de ses allégeances passées.

Il a pu prendre appui sur une puissance sans pareille en Europe occidentale pour acquérir une quasiindépendance à l'égard de Moscou et déterminer sa politique selon ses intérêts nationaux, sans pour autant rompre avec le « camp socialiste » ni fausser compagnie au « mouvement communiste international ». Pleinement développée après 1956, cette politique lui permit de bloquer tout développement de la socialdémocratie — en occupant son propre terrain - et de s'imposer comme l'interlocuteur politique obligé des partis bourgeois italiens.

On peut estimer a contrario qu'un cours « italien » en France se serait heurté à une tradition stalinienne très forte et n'aurait pas été sans menacer très gravement l'unité même du parti; que la SFIO, axe des gouvernements de la IV^e République et durcie dans son anticommunisme, constituait un obstacle plus coriace que le PSI. Mais ceci reste une vue de l'esprit, car ce tournant n'était pas à l'ordre du jour, la direction n'étant pas prête à une telle évolution à l'époque.

Par contre, on peut affirmer qu'aujourd'hui, alors que les *a priori* idéologiques sont tombés et que l'Histoire a d'une certaine façon tranché le différent surgi entre les deux partis, un cours à l'italienne n'est plus possible. Le chemin est désormais fermé: par le PS d'abord, qui s'est acquis la position dominante que l'on sait dans le mouvement ouvrier français. Par le PC d'Union soviétique d'autre part, pour qui l'affaiblissement national des « partis frères » offre d'opportunes occasions de reprendre plus ou moins barre sur eux.

La trajectoire du PCE dans l'après-franquisme projette sur écran géant les risques mortels courus par les PC d'Europe occidentale qui ne bénéficient pas des positions de force exceptionnelles du PCI, dès lors que ces partis cherchent à gommer ce qui les différencie de la social-démocratie. Légalisé en 1976, le parti de Carillo collabore avec la monarchie et passe un pacte social avec la bourgeoisie espagnole. Il se donne un profil résolument novateur, poussant la critique de l'URSS et du « modèle » stalinien bien plus loin que les autres partis « eurocommunistes ». Résultat : il fait en un temps record le lit de la socialdémocratie qui le marginalise totalement et parvient même à lui damer le pion sur le terrain syndical! La crise explose alors dans le PCE: les courants « rénovateurs » qui voulaient en finir avec le régime interne stalinien maintenu par la direction carilliste sont expulsés ou quittent le parti. D'autres courants cherchent à refonder leur existence politique sur une ligne à la fois plus combative et un soutien proclamé au camp socialiste. Le PCE se disloque et l'URSS parainne ouvertement des organisations concurrentes du parti officiel.

Pas plus que dans l'expérience italienne, l'avenir du PCF n'est lisible dans celle du PCE. Le parti français dispose d'une ossature ancienne, de l'expérience et des fidélités acquises depuis des décennies d'existence légale. Soudée par ses intérêts communs (intérêts sociaux, matériels et de pouvoir d'un appareil qui forme une véritable couche sociale forte de dizaines de miliers d'hommes et de femmes), la bureaucratie du PCF est autrement capable de résister au déchaînement des tensions centrifuges.

La crise du PCF est appelée à se poursuivre et à se développer sous les formes qu'on ne saurait déduire d'exemples voisins. Dans l'incapacité de desserrer les facteurs nationaux et internationaux qui se conjuguent pour l'affaiblir, le PCF est condamné à vivre dans la contraction et dans l'incohérence. Et il subit cet état

d'autant plus durement qu'il s'affaiblit.

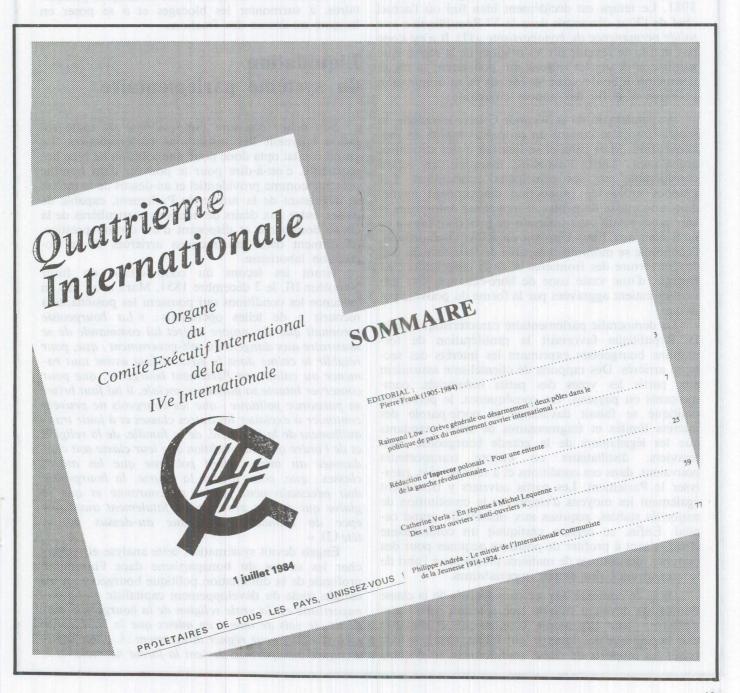
Les manifestations de sa crise sont depuis quelques années assez typiques: pertes massives de militants, par vagues successives; instabilité des choix tactiques et probablement des tensions et jeux d'alliances au sein du secrétariat et du bureau politique, dont les délibérations demeurent totalement secrètes; enfin, cohésion somme toute remarquable de l'appareil, qui a suivi et épousé sans déchirures tous les virages.

Il est vrai que chaque tournant a dégagé des oppositions, qui se maintiennent à l'intérieur ou à l'extérieur du parti. Ces oppositions, qui restent

très limitées mais survivent, couvrent tout un spectre de positions politiques dont les extrêmes sont représentés par les communistes unitaires groupés autour de Fizbin et les vieux thoréziens pro-soviétiques qui se présentent sur un profil « lutte de classe ».

Or, une situation radicalement nouvelle intervient qui peut modifier les traits de cette crise : le dispositif sur lequel repose la bureaucratie du parti est aujourd'hui entamé, menacé dans son équilibre et son existence par les reculs et effondrements qui se sont produits à tous les niveaux. A la perte de dizaines de villes et communes importantes, à la réduction du réseau de comités d'entreprises tenus

par la CGT, vient s'ajouter une telle chute d'influence politique qu'elle fait surgir le spectre de la marginalisation. Dans cette situation nouvelle de confirmation et d'aggravation du recul, la cohésion d'un appareil menacé à terme dans sa survie va-telle se maintenir? Où des différenciations politiques vont-elles éclore et se préciser sur une plus large échelle? Ce n'est pas la moindre des questions posées par une crise dont les dirigeants ne peuvent plus nier l'ampleur. Tout leur effort consistera précisément à orienter XXVe Congrès du PCF vers des leurres, et à éviter que les véritables problèmes politiques, qui sont à la racine de la faillite, n'apparaissent.





La V° République de De Gaulle à Mitterrand

Christian PICQUET

EFERENDUM, nouveau gouvernement, appels au « rassemblement des Français » : pour mener à bien l'inflexion à droite de sa politique, François Mitterrand utilise toutes les ressources des institutions. Il veut, par ce moyen, s'ériger en arbitre au-dessus des partis et des classes en lutte et, surtout, se débarrasser de l'héritage du 10 mai 1981. Le temps est décidément bien fini où l'actuel chef de l'Etat dénonçait dans la Ve République « une solide permanence du bonapartisme » (1). Il n'est donc pas inutile de revenir sur les origines de la république gaullienne et sur les raisons qui poussèrent la classe dominante à bouleverser les formes de sa domination politique à la fin des années cinquante.

Au lendemain de la Seconde Guerre mondiale, la société française connut un processus rapide de modernisation. Mais celui-ci se heurtait à des structures archaïques. Ainsi, l'industrie marquait un retard considérable sur ses principaux concurrents. Les grandes unités de production demeuraient noyées dans une masse de petites et moyennes entreprises et leur poids relatif était inférieur de près d'un tiers à ce qu'il était aux Etats-Unis ou en RFA. Globalement, l'économie se montrait incapable de faire face au défi de l'ouverture des frontières et de la constitution, en Europe, d'une vaste zone de libre-échange. Ces difficultés étaient aggravées par la forme du pouvoir politique.

La démocratie parlementaire caractéristique de la IVe République favorisait la prolifération de formations bourgeoises exprimant les intérêts des secteurs arriérés. Des rapports de clientélisme assuraient aux partis les votes des petits industriels, commercants ou paysans. En conséquence, le personnel politique se faisait davantage le porte-parole des intérêts limités et fragmentaires de leurs mandants que les législateurs de la grande bourgeoisie. Betteraviers, distillateurs ou encore transporteurs pouvaient, dans ces conditions et à tour de rôle, paralyser le Parlement. Les partis ouvriers y trouvaient également les moyens d'empêcher la constitution de majorités stables, acquises aux intérêts du grand capital. Enfin, ce régime pratiquait un colonialisme étroit, visant à profiter de positions acquises pour des marchés, des sources de matières premières à l'abri de la concurrence des autres impérialismes.

Dans ce contexte, les secteurs décisifs de la classe dominante devaient trouver une solution permettant d'affermir leur hégémonie économique et d'établir leur hégémonie politique. Il leur fallait, tout à la fois, briser les rapports de classe traditionnels, le système parlementaire qui en était l'expression et recomposer les alliances nouées au sein de la bourgeoisie et avec les couches moyennes pour neutraliser la classe ouvrière et ses organisations. Une première tentative en ce sens avait été faite durant les sept mois du gouvernement de Pierre Mendès-France en 1954. Ce dernier chercha, en recourant à des techniques plébiscitaires, à surmonter les blocages et à se poser en homme au-dessus des fractions.

Liquidation du système parlementaire

Son échec consacre l'impossibilité de toute solution émanant des institutions parlementaires. Le grand capital opta donc pour une solution de type bonapartiste, c'est-à-dire pour le pouvoir d'un homme présenté comme providentiel et au-dessus de la mêlée, se dégageant de la tutelle du Parlement, capable de passer outre aux désirs de fractions particulières de la classe dominante et disposant d'un certain prestige, notamment dans les fractions arriérées de la population laborieuse.

Tirant les lecons du coup d'Etat du futur Napoléon III, le 2 décembre 1851, Marx avait mis en évidence les conditions qui poussent les possédants à recourir à de telles opérations: «La bourgeoisie reconnaît que son propre intérêt lui commande de se soustraire aux dangers du self-government ; que, pour rétablir le calme dans le pays, il faut avant tout ramener au calme son Parlement bourgeois; que pour conserver intacte sa puissance sociale, il lui faut briser sa puissance politique; que les bourgeois ne peuvent continuer à exploiter les autres classes et à jouir tranquillement de la propriété, de la famille, de la religion et de l'ordre qu'à la condition que leur classe soit condamnée au même néant politique que les autres classes; que, pour sauver la bourse, la bourgeoisie doit nécessairement perdre sa couronne et que le glaive qui doit la protéger est fatalement aussi une épée de Damoclès suspendue au-dessus de sa tête (2). »

Engels devait systématiser cette analyse et rechercher les causes du bonapartisme dans l'instabilité profonde de la domination politique bourgeoise, à un certain stade du développement capitaliste : « Le bonapartisme est la vraie religion de la bourgeoisie moderne. Je vois de mieux en mieux que la bourgeoisie n'est pas faite pour régner directement ; (...) une semidictature bonapartiste devient la forme normale (3) ».

Et il ajoutait quelques années plus tard : « Si le prolétariat ne pouvait pas encore gouverner la France, la bourgeoisie ne le pouvait déjà plus (...) Ce sont ces querelles intérieures qui permirent à l'aventurier Louis Bonaparte de s'emparer de tous les postes-clé -armée, police, machine administrative — et de faire sauter, le 2 décembre 1851, la dernière forteresse de la bourgeoisie, l'Assemblée nationale (4). »

De Gaulle était le plus apte à tenir le rôle du Bonaparte et à fédérer des intérêts contradictoires, dont le seul point commun était la chute de la IVe République. Il pouvait assurer le consensus populaire suffisant pour mener à bien l'instauration d'un Etat fort et la modernisation de l'économie. Le thème gaulliste de la « grandeur » et de l'« indépendance » de la France fournissait le vernis idéologique indispensable à une telle entreprise. Les colons d'Algérie et l'armée voyaient en lui le gardien de l'Algérie française. Il était le seul à pouvoir unifier temporairement toutes les forces bourgeoises et rallier la petite-bourgeoisie traditionnelle. Enfin, son prestige et l'absence d'alternative offerte par le mouvement ouvrier lui permettaient d'attirer une partie des masses travailleuses. Le prétexte fut la révolte des colons d'Algérie et l'insurrection du 13 mai 1958 à Alger. Le 1er juin 1958, l'ancien chef de la « France libre » était investi par l'Assemblée qui lui accordait immédiatement les pleins pouvoirs.

Incapable de réagir, la classe ouvrière subit une grave défaite. Depuis 1945 — où les directions réformistes avaient utilisé leur prestige pour faire rentrer dans son lit la vague révolutionnaire — cette dernière avait progressivement perdu l'initiative. Son incapacité à réaliser sa jonction avec la révolution algérienne laissa le champ libre au putsch de mai 1958. Il s'ensuivit une longue phase d'apathie et de désarroi. Au référendum de septembre 1958 sur la nouvelle constitution, plus d'un million et demi de voix se portant jusqu'alors sur le PCF votèrent « oui », et aux législatives de novembre 1958, le PCF se retrouva avec un groupe d'élus réduit à dix mem-

Pratiquement seule dans le mouvement ouvrier la section française de la IVe Internationale apprécia correctement la situation : « Le régime bonapartiste de De Gaulle, indépendamment de son évolution et de ses formes futures, a installé les masses en France dans un régime de dictature de fait de la bourgeoisie. Pour en sortir, il faut désormais briser cet étau de fer par une mobilisation révolutionnaire portée au plus haut degré (5). »

Loin de chercher à créer les conditions d'une contre-offensive de masse, les organisations réformistes s'enfoncèrent dans leur logique de collaboration de classes qui ne manqua pas d'être sanctionnée par des échecs retentissants. Le PCF préféra limiter ses objectifs à la formation du front le plus large en défense du parlementarisme. Les institutions de la IVe République furent même caractérisées par lui comme « les plus progressistes qu'ait eu notre pays depuis la grande révolution (6) ». Quant à la SFIO, fidèle à sa politique de participation gouvernementale à tout prix, elle appuya la venue au pouvoir de De Gaulle et Guy Mollet participa aux premiers cabinets de la Ve République. Le bonaparte le remercia en l'éliminant dès que sa caution ne lui fut plus utile. Cette

impuissance à faire face aux défis des événements de mai 1958 devait peser lourd dans l'attitude ultérieure du mouvement ouvrier.

Un Etat pour un projet

Les institutions mises en place par le nouveau régime répondaient aux besoins de modernisation de la grande bourgeoisie. Pour stimuler et accélérer le processus de concentration du capital, l'Etat est toujours un instrument décisif, pour peu que sa structure s'y prête réellement. De Gaulle était sur ce point des plus explicites : « L'action à entreprendre commande directement le destin national et engage à tout instant les rapports sociaux. Cela implique donc une impulsion, une harmonisation, des règles qui ne sauraient procéder que de l'Etat. Bref, il y faut le dirigisme (...) et. c'est une des raisons pour lesquelles. j'ai voulu pour la République des institutions telles que les moyens du pouvoir correspondent à ses responsabilités (7). »

Au fil des ans, la Constitution promulguée le 4 octobre 1958 et modifiée par référendum en 1962, a permis la mise en place d'un Etat fort qui se caractérise par trois grands éléments.

• Le renforcement de l'exécutif et la réduction du rôle des assemblées parlementaires. Le système permet au pouvoir central, en faisant le vide autour de lui, de disposer d'une plus grande latitude dans la détermination des grandes orientations.

Le président de la République peut dissoudre l'Assemblée mais n'est pas responsable devant elle. Il révoque à sa guise le gouvernement, peut légiférer par ordonnances (article 49) et imposer une nouvelle délibération de toute loi (article 10). Il dispose de pouvoirs dictatoriaux en cas de menace « grave et immédiate » (article 16). La révision constitutionnelle est soumise à des règles draconiennes : elle requiert une majorité des deux tiers dans les deux chambres réunies en congrès (article 89). Mais le chef de l'Etat a toute possibilité de tourner cette disposition en recourant à la procédure référendaire (article 11) et en violant au besoin la loi fondamentale, comme le fit de Gaulle en 1962, pour imposer l'élection du président de la République au suffrage universel. Le référendum est d'ailleurs un des principaux moyens dont dispose l'hôte de l'Elysée pour sortir d'une situation d'instabilité, refonder son autorité ou imposer sa volonté, en faisant appel « au peuple », par dessus le Parlement et les partis.

En outre, le Conseil constitutionnel dispose d'un véritable droit de veto. Ses modalités de désignation assurent automatiquement une hégémonie de la droite en son sein, même si la gauche devient majoritaire à l'Assemblée. Son président, qui a voix prépondérante en cas de partage des votes, est désigné par le chef de l'exécutif (article 56). Et cet organisme peut s'opposer à toute disposition législative non conforme aux intérêts de la classe dominante, puisque « les lois peuvent [lui] être déférées avant promulgation, par le président de la République, le Premier ministre, le président de l'une ou l'autre assemblée » (article 61). Depuis 1975, la minorité de chacune des chambres dispose également de la faculté

de saisir le Conseil.



• Le laminage des partis qui se voient privés de leur fonction traditionnelle de pression sur le terrain parlementaire. Là encore, de Gaulle n'a jamais dissimulé ses intentions : « Nous en avons pour plusieurs années (...) Je voulais briser les partis. J'étais le seul à pouvoir le faire (8). » Le système électoral — uninominal à deux tours — permet d'amplifier les majorités relatives et d'éliminer de la représentation nationale les formations charnières.

Dans cet esprit, la majorité parlementaire est directement soumise à l'exécutif. Le Parlement tendant à n'être qu'une institution croupion, les partis dominants n'assurent plus qu'une fonction de courroie de transmission de la politique gouvernementale. Poussant cette logique à son terme, de Gaulle créa, après son arrivée au pouvoir, son propre parti, l'UNR, imitation de la Société du dix décembre du prince Louis-Napoléon (9). Formé d'hommes qui lui devaient tout, il était destiné à le servir, à être son relais dans le pays, d'où son sobriquet de « partigodillot ».

• Le renforcement et l'autonomisation de l'administration politique et militaire. Le pouvoir réel s'organise autour d'un vaste corps de hauts fonctionnaires et de technocrates, qui se voient soustraits à tout contrôle des institutions « officielles » de la démocratie bourgeoise.

L'Etat fort répond ainsi à un double objectif. Il dote d'une part la bourgeoisie d'un puissant appareil coercitif destiné à faire face aux mouvements de la classe ouvrière. D'autre part, les structures de la Ve République permettent de concentrer les choix politiques et économiques essentiels dans l'appareil de pouvoir central, dans les sommets de son administration. Jean-Marie Vincent décrit fort bien cet aspect des choses: «Dès les débuts de la Ve République, l'essentiel des processus de prise de décision se situe de plus en plus en dehors de toute confrontation publique (...) Dans la réalité, il y a concertation entre la haute fonction publique - ministère des Finances, commissariat au Plan, ministère de l'Industrie — et les représentants des grands intérêts économiques, puis arbitrage au niveau gouvernemental (...) L'obligation ardente du plan, pour reprendre les termes employés par de Gaulle luimême, prend tout son sens dans ce contexte. L'Etat n'est pas fondamentalement là pour règlementer les capitalistes, pour leur dire ce qu'ils ne doivent pas

faire. Sa tâche essentielle, au contraire, est de leur tracer la voie, de leur indiquer pour toute une période les objectifs qu'ils peuvent espérer atteindre et, bien sûr, de les assurer que les conditions générales nécessaires à toute accumulation (...) seront réunies (10). »

La crise du bonapartisme

La guerre d'Algérie achevée, l'armée coloniale mise au pas, l'appareil d'Etat remodelé, le pouvoir chercha à stabiliser sa base sociale. Son prestige d'ancien chef de la "France libre", son autorité permirent à de Gaulle d'obtenir un large soutien dans la petite bourgeoisie traditionnelle, la paysannerie, et même certains secteurs de la classe ouvrière.

Conséquence de l'hégémonie du grand capital, l'économie française connut alors une concentration accélérée touchant toutes les branches d'activité. Témoin de l'ampleur du développement industriel, le taux d'investissement qui était de 18,5 % en 1954 passa à 28,8 % en 1971. De même l'évolution de l'appareil productif se mesure à la formidable expansion du « secteur tertiaire » ou de certaines catégories sociales, comme les couches moyennes salariées (ingénieurs, techniciens, cadres...). La catégorie des cadres moyens passa, par exemple, de 1,1 million de personnes en 1954 à près de 2,7 millions en 1975. Parallèlement, le régime gaulliste s'en prenait à l'émiettement des exploitations agricoles, accélérant l'exode rural. De 20,7 % en 1954, les paysans ne constituaient plus que 7,6 % de la population active en 1975 (11). Situation analogue dans le commerce où en une dizaine d'années, plus de deux cents mille petits boutiquiers durent se reconvertir. Ce vaste mouvement de restructuration du capital s'accompagna en outre d'une intensification de l'exploitation de la main-d'œuvre. Un seul chiffre en témoigne : tout au long des années soixante, la France figurait parmi les pays industrialisés où la durée du travail était la plus élevée, de 10 % en moyenne (12).

L'état de grâce n'eut pourtant qu'un temps. Vers le milieu des années soixante, lorsque la situation économique mondiale se détériora quelque peu et que l'offensive de modernisation se manifesta spectaculairement. Confrontée à de brutales menaces d'austérité, la classe ouvrière reprit l'initiative. Toutes les catégories sociales qui ne trouvaient plus de porteparole au Parlement commencèrent à exprimer leur mécontentement dans la rue. En 1965, de Gaulle fut mis en ballotage et à l'issue des législatives de 1967, les gaullistes ne disposaient plus que de quelques voix de majorité au Palais-Bourbon. Cela aboutit au tournant décisif de Mai 1968.

« Les temps "stables", "prospères", etc. de la V^e République sont révolus , écrivait alors notre courant. Mai 1968 n'a pas été un accident, il était l'aboutissement du régime gaulliste, capable de bouleverser toute une série de vieilles structures archaïques de la société française pour le profit d'une couche très réduite du grand capital, obtenant quelques résultats tapageurs immédiats, mais détruisant la plupart des amortisseurs sociaux et faisant apparaître dès que la situation économique s'est tant soit peu dégradée, un amoncellement de

ruines. Le régime gaulliste ne pouvait aboutir qu'à une crise sociale majeure (13). »

Après Mai 68, de Gaulle perdit la confiance de la bourgeoisie. La politique de « grandeur » et « d'indépendance » pratiquée depuis 1958 avait révélé ses limites. Les objectifs de prestige (dans les domaines du nucléaire ou de l'aéronautique) handicapaient finalement une économie soumise à la très vive concurrence des pays du Marché commun. Ce dernier se bâtissait essentiellement au profit de l'Allemagne fédérale. Le Ve Plan était un échec et la conjoncture économique se détériorait. Enfin et surtout, le Bonaparte ne constituait plus une garantie de stabilité sociale. Pour s'en débarasser, les possédants utilisèrent le référendum-plébiscite d'avril 1969, grâce auquel le chef de l'Etat pensait trouver un nouveau souffle.

La succession de Pompidou manifesta un peu plus l'usure du régime et fit éclater les contradictions des institutions. L'ancien collaborateur de la banque Rotschild ne disposait en effet pas du « charisme » de son prédécesseur pour assurer le rôle d'un Bonaparte. Après avoir tenté de refonder un consensus social grâce à la « politique contractuelle » du tandem Chaban-Delors, le pouvoir se réfugia rapidement dans l'autoritarisme et la répression.

Le bilan du court règne de Pompidou est simple à établir. La base populaire du régime n'avait jamais été aussi faible. La crise sociale ébranlait toutes les institutions (école, armée, police, magistrature...). Brisant les structures archaïques, de Gaulle avait également détruit la quasi-totalité des appareils politiques bourgeois. A la disparition de son fondateur, le parti gaulliste n'était plus que l'ombre de lui-même, ne pouvant dissimuler son absence totale de cohésion doctrinale et de projet. Aucune force politique n'était cependant capable d'assumer sa relève. Enfin et surtout, les mécanismes instaurés en 1958, conjugués avec l'intensification des luttes de classes, avaient conduit à une situation de bipolarisation politique, dont la principale manifestation était la montée de l'Union de la gauche. Cette nouvelle donnée aggrava considérablement la crise de direction bourgeoise et constitua un facteur d'instabilité permanente jusqu'en 1981. La fonction présidentielle, clé de voûte du système gaullien, en fut durement affectée. Car dès ce moment, le chef de l'exécutif ne fut plus perçu dans l'opinion que comme le porte-parole d'une fraction politique en déclin.

La tentative avortée du giscardisme

Accédant aux affaires en 1974, Giscard d'Estaing ne pouvait ignorer ces contradictions. Alors qu'en 1958, de Gaulle obtenait 80 % des suffrages au référendum, il n'avait personnellement devancé Mitterrand que de trois cent mille voix. Cet homme-lige du capital financier, ministre de l'Economie presque sans interruption depuis 1959, s'efforça de reconstruire un consensus social. Dans l'ouvrage théorique de son septennat, il écrivait fort explicitement : « Même s'il n'est pas proche, le temps viendra où le débat pourra être conduit en termes non passionnés,

où il portera sur des différences et non des oppositions, où les Français s'apercevront qu'ils ne sont pas aussi séparés dans leurs conceptions qu'on a voulu le leur faire dire, qu'ils peuvent en tout cas dialoguer démocratiquement et s'entendre sur un faisceau de propositions communes (14). »

Le projet giscardien se fondait à un double niveau. Au plan social, il nourrissait l'ambition de capter ces couches moyennes salariées dont l'essor est une des caractéristiques de la modernisation gaulliste et de les soustraire à l'influence croissante du PS. Dans Démocratie française, il les décrivait comme un « vaste groupe central » uni par « un comportement, un mode de vie, une éducation, une information, une culture et des aspirations qui tendent à devenir homogènes ». Au plan politique, il entendait construire une grande force libérale et conservatrice, prenant la place d'un parti gaulliste exsangue et capable de stopper l'essor de l'Union de la gauche. La voie eut alors été ouverte à une collaboration avec la social-démocratie, dans un système inspiré du bipartisme allemand ou britannique. Pour mener à bien cette tentative, Giscard tablait sur une « évolution des institutions dans le sens d'un régime qui soit plus clairement présidentiel » (15). En clair, il cherchait à donner une nouvelle jeunesse au bonapartisme et à

Ce bel édifice ne tarda pas à s'effondrer. La polarisation de classes empêcha le remodelage de la domination bourgeoise comme la restauration des assises sociales du pouvoir. Le meilleur indice n'en est-il pas que Giscard n'ait jamais osé utiliser l'arme du référendum au cours de son septennat? De même, l'hôte de l'Elysée ne parvint pas à faire éclater le parti gaulliste qui, sous la tutelle de Chirac, reconstitua son appareil, et se dota de points d'appui comme la mairie de Paris. L'UDF ne fut jamais autre chose qu'une formation de notables, rassemblement tardif de groupuscules de droite. Plus encore que son prédécesseur, le premier personnage de l'Etat perdit en autorité. Car il fut à la fois contesté par l'opinion populaire et par une partie du camp bourgeois, giscardiens et gaullistes s'entredéchirant allègrement.

faire jouer au chef de l'Etat un rôle central dans les

recompositions politiques.

crise du bonapartisme conjuguée aux modifications de la structure du capitalisme français ont prolongé leurs effets au sein même de la structure étatique. La prospérité des premiers temps de la Ve République ayant fait place à l'enchaînement des récessions, l'Etat a progressivement vu diminuer ses moyens d'intervention sur le champ économique et a dû se plier davantage aux pressions du capital. Le sociologue Pierre Birnbaum écrit à ce propos : « A l'époque du gaullisme modernisateur et parfois contraignant a succédé un néo-libéralisme qui a modifié sur de nombreux points les relations entre l'Etat et le patronat. Désormais, l'Etat ne paraît plus prétendre à l'indépendance, il impose de moins en moins au patronat moderniste sa propre politique. De plus, les dirigeants du monde des affaires rejoignent en proportion non négligeable le personnel politico-administratif au sein des structures dirigeantes de l'Etat (...) On trouve, tout particulièrement depuis la venue au pouvoir du giscardisme, une proportion de plus en plus forte d'industriels et de banquiers au gouvernement (16). »



On sait comment cette crise de direction et la force des aspirations populaires débouchèrent sur le 10 mai 1981. Au niveau de leurs plate-formes respectives, les deux principaux partis ouvriers s'étaient, depuis belle lurette, engagés à respecter un système politique auquel la bourgeoisie s'était ralliée massivement. Dès 1965, candidat unique de la gauche et voulant apparaître comme une alternative crédible au Général, Mitterrand déclarait: «En dehors de l'article 16, qui donne des pouvoirs dictatoriaux au président de la République, aucun des articles fondamentaux qui assurent la stabilité du gouvernement ne sera modifié (17). » De son côté, le PCF abandonna rapidement l'intransigeance des premiers temps et la perspective d'une Assemblée constituante contenue dans son programme de 1959, pour ne plus dénoncer que « le pouvoir personnel des monopoles ». Dès le milieu des années soixante, au fur et à mesure que l'Union de la gauche prenait forme, il centre ses critiques de la république gaullienne sur deux points : "D'une part, les dirigeants des groupes capitalistes peuvent accéder au gouvernement sans être obligés de faire au préalable une carrière politique, d'autre part, il suffit à l'oligarchie financière pour diriger le pays d'avoir à la présidence de la République un homme qui lui soit acquis (18). » Une telle analyse permit à la direction du PCF d'escamoter toute caractérisation globale de cette forme particulière d'Etat capitaliste qu'est l'Etat fort et donc de limiter ses objectifs au changement d'équipe à la tête de la machine étatique.

La gauche et l'héritage du Général

Le Programme commun, signé en 1972, consacra ce ralliement. Certes, il se proposait de modifier seize articles de la Constitution (portant sur la durée du mandat présidentiel, les pouvoirs respectifs du président de la République et de l'Assemblée, la procédure de désignation de la haute magistrature) et d'abroger l'article 16. Mais comme l'indique Olivier Duhamel, dans une remarquable étude, il constituait surtout « une adoption de la Ve République, puisqu'il abandonne toute perspective constituante, admet l'élection du président de la République au suffrage universel direct et se propose de constitutionnaliser la pratique du gouvernement de législature (19) ». Neuf ans plus tard, la capitulation arrivait à son terme avec

les cent dix propositions du candidat Mitterrand qui ne comportaient plus que des engagements vagues, le plus important concernant la durée du mandat présidentiel. Même l'article 16 était devenu acceptable.

Il n'en demeure pas moins qu'en dépit de leurs intentions proclamées, la venue au pouvoir des partis de gauche constituait potentiellement un nouveau facteur de crise des mécanismes instaurés en 1958. D'abord, parce que la bourgeoisie, dans son ensemble, était hostile à une telle solution. Ensuite, parce qu'en renouvelant le personnel politique, cet événement introduisait une rupture de continuité dans la direction des affaires. Outre l'arrivée de dirigeants socialistes et communistes à la tête des ministères, le 10 mai a favorisé l'entrée, dans les cabinets et dans divers départements, d'un grand nombre d'élus locaux, permanents de partis, membres d'associations, enseignants, journalistes, etc., qui rompirent l'harmonie d'un corps jusqu'alors composé seulement de hauts fonctionnaires et de représentants de la haute finance. Enfin et surtout parce que la structure des partis ouvriers, comme leurs liens avec le mouvement de masse, en font des cadres peu fonctionnels à la pratique des institutions bonapartistes. Eliminé du pouvoir durant vingt ans, agissant principalement dans le cadre parlementaire et tirant sa force d'un vaste réseau de notables et d'élus locaux - ceux-là mêmes que le gaullisme prétendait marginaliser -, le PS n'est guère adapté à sa nouvelle fonction de parti dominant. Les conditions dans lesquelles il a conquis une majorité absolue au Palais-Bourbon rendent de surcroît ses représentants dépendants d'une base sociale qui ne cesse de leur demander des comptes. D'où les débats incessants en son sein sur le rôle du parti et la fonction de son groupe parlementaire. Quant au PCF, il se caractérise d'abord par sa relative extériorité au champ politique traditionnel et à l'appareil d'Etat bourgeois, phénomènes renforcés par une méfiance des possédants à son égard.

Si, au cours des trois dernières années, la classe ouvrière avait trouvé la voie de sa propre intervention sur la scène centrale, ces données auraient sans doute provoqué une situation de crise ouverte. Il n'en a rien été, l'action du pouvoir entraînant un profond désarroi dans le monde du travail. Dès lors, la Ve République a pu jouer pleinement son rôle de rempart du pouvoir des capitalistes.

Au cœur des rouages essentiels de la machine étatique, à la tête de l'administration, des entreprises nationales ou des services publiques (dont on a vu la essentielle sous la Ve République), le « changement » ne s'est traduit par aucun bouleversement fondamental. A quelques exceptions près, les mêmes hommes sont demeurés en place. Formés par les centres d'apprentissage aux techniques de la gestion du capital (ENA, Normale, Polytechnique, Centrale et parfois Harvard), ils ont conservé la maîtrise des principaux dossiers, préparant ainsi - et donc influençant — les décisions gouvernementales et recevant en retour la charge de les traduire en actes. Cette « continuité de l'Etat » fut incontestablement facilitée par les relais et contacts dont ils disposaient au sein de la social-démocratie. Au fur et à mesure que grandissaient ses chances d'accéder au pouvoir,

dans les années soixante-dix, le PS a vu affluer une masse de « grands commis de l'Etat » et de « têtes d'œuf » qui se sont naturellement retrouvés dans les cabinets ministériels en 1981 et dont l'un des meilleurs spécimens n'est autre que l'actuel Premier ministre. L'Etat s'était en quelque sorte préparé à toute éventualité. L'équipe au pouvoir accumulant les reniements et systématisant une orientation tout entière tournée vers la satisfaction des intérêts du patronat, la haute administration finit par trouver un nouvel équilibre interne. « Après un renouvellement brutal du vivier à l'été 1981, voici tout un corps en voie de reconstitution » s'exclamaient récemment deux journalistes du Point (20). Pour ne prendre qu'un exemple, on vient ainsi de voir Claude Silberzahn, collaborateur de plusieurs ministres giscardiens ou gaullistes (André Bord, Albin Chalandon, Xavier Deniau et Bernard Stasi) devenir conseiller technique de Laurent Fabius et se voir chargé de tous les dossiers relevant du ministère de l'Intérieur.

Ces coordonnées permettent de comprendre pourquoi les gouvernants purent, avec une apparente facilité, utiliser les institutions gaullistes comme vecteur de leur politique de collaboration de classes. Mitterrand s'est servi des prérogatives présidentielles pour prendre ses distances envers ceux qui l'ont élu et tenter des ouvertures à droite et au centre. La procédure des ordonnances a été employée pour faire passer de mauvais coups contre les travailleurs (sur la réduction de la durée du travail en 1981, les plans d'austérité en 1982 et 1983, la loi Savary cette année). Et les « contre-pouvoirs » instaurés par de Gaulle ont permis de justifier l'abandon des promesses électorales. Avec un remarquable cynisme, le politologue René Rémond se félicite de « la capacité d'adaptation des institutions » et de la place occupée par le Conseil constitutionnel : « Après avoir maugréé contre le Conseil constitutionnel dans les premiers temps, la majorité de gauche a pris son parti de son existence. Du coup, cela représente un avantage, car elle en tient compte dans ses travaux. Elle renonce préventivement à certaines de ses exigences pour éviter la censure du Conseil. On dit même qu'en certaines circonstances, les responsables politiques escomptent une annulation par le Conseil constitutionnel pour donner à leur majorité des satisfactions de principe dont ils savent qu'elles seront momentanées (21). »

Un bonapartisme de gauche?

Les dernières initiatives du président de la République ne font que traduire l'évolution qui vient d'être décrite. Confronté à l'amenuisement de ses bases électorales, au discrédit croissant de la majorité, aux succès de la droite lors de toutes les élections intermédiaires, il tente un rétablissement, en utilisant toutes les possibilités que lui offrent les institutions.

A cet égard, les débats byzantins qui opposent les experts à propos du référendum sur l'article 11 de la Constitution, camouflent l'essentiel. S'il voyait le jour, ce référendum n'introduirait pas un nouvel espace de liberté, mais accentuerait les traits antidémocratiques de la Ve République, en étendant les possibilités présidentielles de recourir aux plébiscites. Dans son intervention télévisée du 12 juillet dernier, Mitterrand

a clairement précisé qu'en cas d'adoption de sa proposition, c'est du seul jugement du premier personnage de l'Etat que dépendrait la possibilité pour les citoyens de se prononcer sur une question d'intérêt général : « La révision constitutionnelle (...) permettra au président de la République, lorsqu'il le jugera utile et conforme à l'intérêt du pays, de consulter les Français. » Quant aux « garanties constitutionnelles » dont la majorité s'est dit prête à doter le projet, elles accroîtraient en réalité les pouvoirs du Sénat et du Conseil constitutionnel, c'est-à-dire de ces instances que la bourgeoisie désigne hors de toute confrontation publique, pour veiller à ce que ses intérêts ne soient pas lésés (22).

L'initiative élyséenne va pourtant bien au-delà de simples objectifs tactiques. Elle prétend offrir à la classe dominante une issue à la crise des formes de sa domination, en recherchant les voies d'un nouveau consensus social, par une redistribution des cartes de la vie politique française. En un mot, Mitterrand tente d'asseoir la crédibilité d'une solution « bonapartiste de gauche », comme réponse la plus efficace aux défis de la crise économique, du discrédit des partis dans l'opinion et de l'usure des institutions.

Dans l'immédiat, l'utilisation de toutes les ressources de la fonction présidentielle permet à l'élu du 10 mai de concentrer le jeu politique entre ses mains, de se placer au centre des recompositions, en rapport direct avec les fractions bourgeoises susceptibles d'être acquises à la perspective d'une collaboration avec la social-démocratie, de passer par dessus sa majorité parlementaire et les appareils partisans de l'opposition.

A moyen terme, une réforme décisive de la Constitution devrait compléter cette tentative, en bouleversant les règles en vigueur depuis vingt-six ans. Elle consisterait à introduire une dose de proportionnelle dans la loi électorale, sans pour autant se défaire des mécanismes principaux du système majoritaire. Une telle mesure viserait à sortir de la bipolarisation qui est à l'origine de l'instabilité chronique de la dernière décennie. Débarrassées du cadre rigide d'alliances qu'imposait jusqu'alors la Ve République à ceux qui postulaient au pouvoir, les nouvelles règles électorales favoriseraient une restructuration générale des forces politique, créant ainsi les conditions d'apparition d'un « centre-gauche », force charnière de toutes les combinaisons gouvernementales.

Le projet mitterrandiste — qui, par bien des aspects, rappelle celui de Giscard — peut trouver un écho auprès de certaines fractions du personnel politique et du monde des affaires. Il n'en demeure pas moins qu'il se heurte à des blocages majeurs. Pour parvenir au rétablissement d'un consensus, il suppose tout d'abord une modification radicale des conditions de la lutte des classes dans le pays. Car la bipolarisation n'est qu'un reflet, dans la sphère politique, de l'incapacité des possédants à infliger une défaite globale à la classe ouvrière. En second lieu, Mitterrand ne possède guère les moyens concrets de son projet. Il ne trouve d'appuis organisés qu'auprès du PS, qui est loin de constituer le relais idéal pour assurer le succès d'une telle opération et garantir la stabilité sociale. Les appareils de la droite disposent encore des moyens de verrouiller le champ politique et d'empêcher le dégagement d'une force bourgeoise

acquise à un compromis avec la social-démocratie. Une situation d'autant plus dangereuse que le chef de l'Etat se trouve désormais en première ligne, sans possibilité de faire jouer au Premier ministre ou à la majorité parlementaire le rôle de tampon. Tout mouvement social, tout affrontement politique de quelque ampleur risque dès lors de l'affaiblir directement et de ruiner son projet bonapartiste. L'un des premiers effets du rejet par le Sénat du projet de référendum sur l'article l l n'a-t-il pas été la détérioration de l'image présidentielle dans l'opinion publique ?

Ces obstacles peuvent fort bien faire capoter la réforme de la loi électorale. Cette dernière suscite en effet de fortes réserves au sein de larges secteurs bourgeois qui redoutent qu'elle aboutisse à une crise ouverte des mécanismes de domination politique. L'impasse suscitée en Corse par l'élection de l'Assemblée régionale à la proportionnelle, la montée de l'extrême droite ne sont pas faites pour les rassurer, ou encore l'accroissement de l'instabilité dans les pays européens dotés d'une forme de proportionnelle (Italie, RFA). François Goguel, ancien membre du Conseil constitutionnel, résume très clairement les arguments des secteurs hostiles au changement de mode de scrutin: «...Le maintien d'un scrutin majoritaire est une condition sine qua non du bon fonctionnement des institutions de la Ve République. Sans scrutin majoritaire, une consultation du suffrage universel, par exemple après une dissolution, risque fort de ne pas donner un résultat clair et net (...) Par là-même, on favorise un retour à la souveraineté parlementaire, tout en accroissant fâcheusement le rôle joué dans la vie politique par les appareils partisans (23). »

Dans ces conditions, une proposition présidentielle a de fortes chances de se heurter à des blocages ins-

into mother slogid all straines it lies

titutionnels similaires à ceux rencontrés au mois d'août par le projet de réforme de l'article 11. Comme toute révision constitutionnelle, elle exige en effet soit une majorité des deux tiers au Congrès, soit un vote identique des deux chambres rendant possible un référendum. La majorité réactionnaire du Sénat conserve donc les mêmes moyens de mettre en échec le chef de l'Etat. A moins que, dans des délais rapprochés, celui-ci ne parvienne à faire éclater les divisions du camp bourgeois et à briser son actuelle configuration. C'est apparemment le sens des grandes manœuvres déclenchées cet été.

Depuis des années, au fur et à mesure que le PS et le PCF s'y ralliaient, la Ve République a bénéficié d'un avantage refusé à tous les régimes antérieurs : un assentiment quasi général des grandes formations politiques. Après mai 1981, les partis au pouvoir se sont même efforcés de convaincre les travailleurs qu'au bout du compte les institutions gaullistes étaient le plus solide atout de l'expérience de gauche.

Les faits démontrent aujourd'hui que cette Constitution, conçue pour autoriser les pratiques les plus autoritaires, ne peut être mise au service du combat pour l'émancipation. Loin de pouvoir être retourné, cet appareil d'Etat, entièrement façonné pour la mise en œuvre des orientations du grand capital, a servi de vecteur à la trahison des espoirs du 10 mai 1981.

Décidément, il n'est qu'une leçon à en retirer. Le combat pour une issue socialiste à la crise ne pourra accepter aucun compromis avec une prétendue démocratie qui se confine aux cabinets ministériels et qui donne un pouvoir incontrôlé — et incontrôlable — à une poignée de technocrates et de hauts fonctionnaires. Il ne pourra faire l'économie d'un démantèlement complet des structures mises en place à la faveur d'un coup d'Etat.

- 1. Mitterrand: « le coup d'Etat permanent », 1964, éditions Julliard.
- 2. Marx : « Le 18 brumaire de Louis Bonaparte ». Editions sociales.
- 3. Engels: lettre à Marx, le 13 avril 1866. Editions ociales.
- 4. Engels: introduction à l'édition de 1891 de « la Guerre civile en France ». Editions sociales.
- 5. Editorial de « Quatrième Internationale », juillet
- 6. Léo Figuères, « les Cahiers du communisme », juillet 1958.
- 7. De Gaulle: « Mémoires d'espoir », tome I. Plon, 1970.
- 8. Cité par André Passeron : « De Gaulle parle (1962-1966) ». Editions Fayard, 1966.
- 9. Marx qualifiait cette société semi-secrète créée par Louis Bonaparte avant son coup d'Etat, de « société du désordre, de la prostitution et du vol ». Ce qui peut parfaitement s'appliquer au parti gaulliste.
- 10. J.-M. Vincent: « La Ve République à bout de souffle ». Editions Galilée, 1977.
- 11. Tous ces chiffres sont tirés d'« Economie et statistiques », juillet 1977.

12. Chiffre cité par André Gauron: « Histoire économique et sociale de la V^e République ». Tome I. Editions La Découverte, 1984.

Die coup, cela représente un avanua

- 13. Editorial de « Quatrième Internationale », juillet 1969.
- 14. Giscard d'Estaing: « Démocratie française ». Editions Fayard, 1976.
 - 15. Interview à RTL, le 18 avril 1974.
 - 16. Article dans « Pouvoirs ». PUF, 1978. 17. « Le Monde », 24 novembre 1965.
- 18. Henri Claude: « le Pouvoir et l'argent ». Editions sociales, 1973.
- 19. Olivier Duhamel: «la Gauche et la Ve République ». PUF, 1980.
 - 20. « Le Point », 20 août 1984. 21. «L'Express », 17 août 1984.
- 22. Les sénateurs sont élus pour neuf ans, au suffrage indirect par un collège de grands électeurs qui surreprésente les élus des circonscriptions rurales. Ce qui leur vaut le surnom d'élus « du seigle et de la châtaigne ». Certains membres de la « haute assemblée » sont désignés par moins de cent notables. Grâce à.ce mode de scrutin, le Sénat est assuré, quasi automatiquement, d'une majorité de droite.
 - 23. Article dans « Projet », juillet-août 1984.

MAI 1947:

quand le PCF était chassé du gouvernement

Maria PEREZ et Philippe ANDREA

Mai 1947-juillet 1984: deux moments que l'Histoire et les commentaires politiques ne peuvent que rapprocher. L'un voit l'éviction des ministres communistes du gouvernement Ramadier, l'autre la décision des mêmes communistes de ne pas reconduire leur participation au gouvernement de gauche.

Si la rupture de 1947 a projeté son ombre sur celle de 1984, l'analogie historique entre ces deux événements ne fonctionne pas, sauf pour souligner leurs différences profondes (voire leur opposition). Il en

E vendredi 25 avril, à 6 h 30, les ouvriers des départements 6 et 18 des usines Renault-Billancourt cessent le travail. L'exaspération ouvrière est portée à son comble par la diminution annoncée de la ration de pain. A l'initiative des animateurs de la grève, militants trotskystes de la Voix ouvrière, un comité de grève est élu par les travailleurs réunis en assemblée générale.

Désarçonnée par l'explosion, la section CGT s'oppose à la grève en taxant ses initiateurs de « provocateurs » et en contestant son caractère revendicatif. Il leur faut pourtant se rendre à l'évidence le lundi 28 avril. Deux meetings se tiennent place Nationale : le premier, organisé par le comité de grève, réunit trois mille travailleurs qui décident d'étendre la grève à toute l'usine. Ce même jour, à 17 h 30, les dirigeants syndicaux de la CGT appellent à la reprise du travail et se font huer. En fin de journée, les ateliers 5, 48, 49, 103, l'usine O, les ateliers de tôlerie et du décollage arrêtent à leur tour le travail pour les mêmes revendications : prime horaire de 10 francs, minimum vital de 9 000 francs. Le mouvement gréviste touche alors dix à douze mille travailleurs.

va de même des participations gouvernementales du PCF, dont l'un des rares traits communs est l'exceptionnalité.

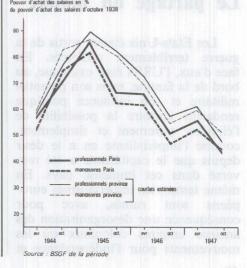
La signification de tels épisodes ne s'affirme souvent qu'a posteriori. au regard de tournants plus décisifs de la situation nationale ou internationale, s'ils en ont constitué les signes superficiels et prémonitoires et en sont par la suite devenus un symbole. Tel fut le cas de la rupture de mai 1947, dont nous entreprenons ici un récit et une analyse synthétique.

métaux de la CGT, c'est l'inquiétude. La métallurgie a été conquise en 1936. C'est un des nouveaux bastions de l'implantation syndicale du PCF, son fer de lance. L'extension des revendications de Renault aux autres usines de la métallurgie parisienne est tout à fait possible. Le risque existe d'un débordement de la CGT, sur la

Le 29 avril, c'est donc la volte-face. La section CGT de Renault et la fédération des métaux se rallient aux revendications des grévistes. Mais déjà, le conflit est devenu une affaire gouvernementale. Le PCF s'est rallié aux grévistes alors qu'on discute à l'Assemblée nationale du blocage des salaires. La coupure est faite entre les partis gouvernementaux, socialistes et MRP (démocrates-chrétiens) d'une part, PCF de l'autre. Le 4 mai, ce dernier refuse de voter la confiance au gouvernement sur la politique économique et salariale. Le lendemain, Ramadier, président du conseil socialiste, renvoie les ministres socia-

Incident de parcours?

Ce n'est donc pas sur l'Indochine Pour la fédération parisienne des loù la guerre commence, encore Pouvoir d'achat ouvrier de la Libération à décembre 1947 (indice 100 en octobre 1938)



moins sur le soulèvement malgache, que se brise la coalition gouvernementale; c'est sur un conflit social. Est-ce pour cela que la direction du PCF ne comprend pas le caractère irréversible de cette rupture? Sans doute. Les semaines et les mois qui suivent prouvent en tout cas qu'il ne s'agit pour elle que d'un intermède. la situation économique s'améliore et la situation redeviendra normale, le PCF retournera au gouvernement. Quant aux grèves qui continuent et s'intensifient, elles prouvent simplement qu'on ne peut imposer des mesures impopulaires à la classe ouvrière sans avoir le PCF avec soi. Au Congrès de Strasbourg. le PCF s'affirme « un grand parti de gouvernement ». Pendant que Frachon réitère ses appels à « la bataille de la production », Thorez déclare : « Nous reviendrons au gouvernement car le peuple nous approuve. »

Beaucoup de militants et de responsables locaux du PCF sont soulagés que prenne fin une situation qui les mettait en porte-à-faux. Un ancien responsable du Nord écrit : « Ce fut dans la salle une explosion de joie : tout le monde applaudit, on se mit à rire. Les ministres communistes s'étaient déclarés solidaires des travailleurs de Renault. La lourde hypothèque était levée. Quel soulagement pour tous!(1) ».

Nul ne semble comprendre dans le PCF qu'une page est tournée; et bel et bien tournée. Plus lucide, Tillon voit que la « grève n'a été qu'un aspect d'une crise qui va tout remettre en question ». Depuis plus d'un an, une nouvelle situation internationale est ouverte. Ramadier le sait, Thorez non. Il lui faudra attendre septembre 1947 pour que Staline lui signifie que l'après-guerre est finie: une nouvelle période s'est ouverte, celle de la guerre froide.

Le partage du monde

Les Etats-Unis étaient sortis de la guerre terriblement renforcés. En face d'eux, l'URSS était exsangue, au bord de la famine, mais son potentiel militaire et son influence politique rendaient illusoire la possibilité de l'éliminer purement et simplement, comme l'impérialisme en a le désir depuis que le capitalisme a été renversé dans cet immense pays. En même temps, les impérialismes européens sont ruinés, avec conséquence une désorganisation des anciens empires coloniaux où les mouvements pour l'indépendance et

le socialisme s'affirment et vont remporter leurs premières victoires avec les révolutions chinoise et vietnamienne. La quasi décomposition des puissances européennes a une autre conséquence : la guerre a exacerbé toutes les contradictions du capitalisme, entraînant une montée révolutionnaire dont les points culminants sont en Grèce et en Yougoslavie. Les autres pays, à un niveau moindre, sont secoués par des grèves générales et voient se développer des formes de contrôle ouvrier et même de double pouvoir politique et militaire. La situation est grave pour l'impérialisme car, avec le départ des armées allemandes, les Etats bourgeois avec leurs administrations et leurs appareils de répression s'écroulent, laissant un vide, une vacance du pouvoir qui peut faire basculer ces pays dans la révolution.

Dès la fin de la guerre contre Hitler, les Américains se préparent à une croisade anticommuniste et antisoviétique. Ils ont en vue la rupture de leur alliance avec l'URSS telle qu'elle avait été concrétisée par les accords de Yalta de répartition du monde en zones d'influence. C'est l'un des sens que prend l'utilisation de la bombe atomique, par deux fois, contre les Japonais. Alors que l'URSS ne possède pas cette arme, les Américains s'en servent comme d'un avertissement. Elle leur permet aussi de faire capituler le Japon en écartant les Soviétiques du règlement.

De son côté, Staline respecte à la lettre les accords de Yalta : il poignar-de dans le dos la révolution grecque qui était largement en mesure de l'emporter sur l'impérialisme ; il fait tout pour empêcher Tito de prendre le pouvoir, et il ne met pas en cause les anciennes structures sociales dans les pays qu'il occupe militairement.

L'impérialisme a deux atouts: d'une part les forces armées angloaméricaines (qui constituent le nouveau pouvoir officiel de facto en Italie) et d'autre part, les dirigeants des partis social-démocrates et staliniens qui entendent aider à la reconstruction d'Etats bourgeois dans le cadre des accords de Yalta. L'impérialisme jouera tantôt sur l'un, tantôt sur l'autre, tantôt sur les deux. Quand l'essentiel est de stabiliser de nouveaux appareils d'Etat en éliminant les formes embryonnaires de double pouvoir, en évitant tout affrontement qui pourrait tourner à son désavantage et aider les masses à se radicaliser, il fait alliance avec les partis communistes dans les gouver-

nements de coalition en Belgique, en Italie et en France.

La restauration

Dès juillet-août 1944, le PCF apporte son soutien à de Gaulle qui délègue dans chaque département des préfets ou des commissaires de la République, en opposition aux comités de Libération nés de la clandestinité. Effectuée sans douleur à Paris, l'opération est moins aisée en province, notamment dans le sud-ouest ou le Limousin: les organes de la résistance n'v sont pas un double pouvoir, mais bien le seul. Dans le même temps. Forces françaises de l'intérieur et Francs-Tireurs et partisans que dirige Charles Tillon doivent s'amalgamer avec l'armée régulière. Enfin, le PCF, après quelques tergiversations reflètant le malaise qui agite bien des militants issus de la Résistance, dissout les milices patriotiques (2).

Quant aux peuples des pays coloniaux, seule la répression répond à leurs aspirations nationales qui surgissent avec vigueur. C'est en Algérie que le bilan est le plus lourd : le bombardement de Sétif en mai 1945 laisse de six à huit mille morts. Pour l'Indochine, la question est réglée dès août 1944 en ces termes par le PCF : « Le peuple de France entend que l'Indochine comme tous les territoires d'Outre-mer, revienne en entier et sans hypothèque, dans la communauté fédérative de la grande France (3). »

Il y a alors cinq ministres communistes au gouvernement, dont Maurice Thorez. Cet Etat nouvellement reconstruit doit jouer un rôle important dans l'économie : les nécessités de l'après-guerre lui ont transféré la direction des transports et de l'énergie par la nationalisation des houillères, par la création d'EDF-GDF. Ces nationalisations, associées à la présence des ministres communistes sont présentées par le PCF comme un acquis des travailleurs, alors qu'elles ne couvrent souvent que des secteurs déficitaires. L'Etat est ainsi appelé au rôle d'interlocuteur privilégié de la classe ouvrière en matière de revendication. Et si les différentes fractions de la bourgeoisie se divisent quant aux mesures à prendre, elles comprennent toutes que seule l'augmentation de l'exploitation par l'allongement important de la durée du travail, accompagnée d'une baisse vigoureuse du pouvoir d'achat de la classe ouvrière, peut remettre

sur pied l'économie capitaliste. Mais cela, encore faut-il le faire accepter aux travailleurs. Par son prestige, celui de l'URSS, la confiance que lui accorde la majorité des travailleurs, le Parti communiste peut faire passer l'amère pilule dès l'automne 1944: « Produire, produire d'abord », le PCF martèle sur tous les tons cette nouvelle nécessité. A ceux qui espèrent encore la construction d'une nouvelle société, socialiste, Thorez ne laisse aucune illusion: « Nous sommes pour la révolution, demain. En attendant, nous voulons que le système capitaliste fonctionne selon ses propres lois, auxquelles il ne faut pas porter atteinte. » « Produire, c'est aujourd'hui la forme la plus élevée du devoir de classe. » Au nom de cet impératif, le PCF va s'opposer durement à tous les mouvements sociaux qui éclatent du printemps 1945 à mai 1947.

Une classe ouvrière rétive

La fin de l'occupation n'amène pas, loin s'en faut, la fin de la course au ravitaillement. La pénurie est toujours à l'ordre du jour avec ses deux compères : rationnement et marché noir. A cette pénurie s'ajoute le décalage vertigineux entre la hausse des prix et celles des salaires. La classe ouvrière, qui a imposé à la Libération une hausse des salaires de 50 % à des patrons tremblants, se voit dépossédée de cet acquis par l'inflation dès l'hiver 1944-1945. Les prix flambent, les salaires ne suivent pas (4).

C'est autour de cette question que naissent de nombreux conflits dès le printemps 1945. Ils heurtent violemment la politique menée par le PCF, soit directement, soit par ses ministres, soit par l'intermédiaire de la CGT réunifiée. Celle-ci, qui revendique 5,5 millions d'adhérents à son premier congrès d'avril 1946, est profondément transformée. L'ancienne CGTU (communiste) est désormais majoritaire à 80 % et les ex-confédérés (socialistes) sont réduits à la portion congrue dans bien des fédérations, à l'exception de celle des fonctionnaires. Le rapport des forces dans le mouvement syndical entre PCF et SFIO s'est inversé au profit incontestable du premier.

Mais sans n'être encore qu'une façade, cette toute nouvelle unité ne va cesser de se dégrader de 1945 (date à laquelle Jouhaux crée l'hebdomadaire Force ouvrière) à 1947, date de la scission. Sans doute, la minorité liée à la

SFIO et ses groupes socialistes d'entreprise, voit-elle avec bienveillance, dans une certaine mesure (5) et dans un premier temps, les conflits qui éclatent contre la volonté de la majorité. Cette position tactique est suscitée pour des raisons fondamentales de rapports de forces internes. Mais ces conflits sont parfois le produit de l'activité des militants révolutionnaires, souvent de la simple exaspération grandissante d'une classe qui, au fil des mois, se rend compte qu'elle a été flouée de sa victoire.

Ces conflits, nombreux, brefs souvent, éclatés, sporadiques, s'accompagnent peu à peu d'un écœurement de la classe ouvrière qui, obsédée par la recherche du pain quotidien, se détourne des manifestations politiques et, plus largement, d'un syndicat incapable de défendre ses intérêts. Les élections à la Sécurité sociale du 24 avril 1947 vont traduire ce mouvement de façon crue : alors qu'elle revendique six millions d'adhérents, la CGT n'obtient que 3,3 millions de voix, soit 59 %. Elle paie ainsi la politique suivie qui a fait d'elle une simple caisse de résonnance des ministres communistes. L'abstention s'est accompagnée « d'une hécatombe (...) de membres estimés du Parti communiste (7)». C'est un indice qui ne trompe pas la direction du PCF: une partie de la base ouvrière conquise à la Libération se détourne du Parti communiste. Le lendemain de ces élections, le 25 avril, éclate la grève Renault.

La guerre froide

A partir de 1947, l'impérialisme prend de nouvelles initiatives pour consolider la stabilisation politique. D'une part, il va rompre, officiellement et au grand jour, son alliance avec l'URSS. Truman, président des Etats-Unis, décrit dans un discours de mars 1947 la politique du « containment », c'est-à-dire d'endiguement de l'URSS. Il va prendre une seconde initiative avec le plan Marshall, destiné à remettre en selle les économies toujours défaillantes de l'Europe et du Japon, grâce à une aide massive, quitte à se créer à terme de nouveaux concurrents.

Cette démarche a un aspect politique implicite : assumer désormais, partout où c'est nécessaire, l'affrontement avec la classe ouvrière et cela notamment en France. L'alliance avec les PC n'est donc plus nécessaire et devient même un obstacle à la croisade anticommuniste internatio-

 Nombre de journées de travail perdues en 1946 et 1947 et part spécifique des grèves de novembre-décembre 1947 (Source: RFT n° 1-2-3, janvier-mars 1948, p. 95)

Périodes	Houillères	SNCF activités	Autres	Ensemble
Année 1946 1947	PROCES		312 000	312 000
Janvier	_		67 100	67 100
Février	-		62 707	62 707
Mars			26 760	26 760
Avril	Tear		95 551	95 551
Mai	A	and the second	508 044	508 044
Juin	620 000	3 864 000	1 932 421	6 416 421
Juillet	_	_	283 515	283 515
Août	DIVIDED 8	38820	24 189	24 189
Septembre	-		361 974	361 974
Octobre		158- BI	313 886	313 886
Novembre	1 506 000	217 000	5 823 213	7 546 213
Décembre	1 156 000	442 000	5 368 925	6 966 925
Année 1947	3 282 000	4 523 000	14 868 285	22 673 285
Total des deux derniers mois	2 662 000	659 000	11 192 138	14 513 138
Pourcentage de perte rapporté	2 002 000	039 000	11 192 138	14 313 136
à l'année 1947	81 %	15 %	75 %	64 %

1. Roger Pannequin, « Adieu camarades ». Sagittaire, 1977.

Sur tout ce qui concerne cette période, voir « Conflits, pouvoirs et société à la Libération », G. Majdarian, 10/18, 1980.
 Ph. Robrieux, « Thorez, vie privée, vie publique ». Fayard, 1975.

4. A l'ouvrier efflanqué s'oppose un paysans gros et gras : la ration théorique étant de 2 600 calories, la moyenne parisienne était de 2 100 contre 3 200 pour la campagne en mai 1946.

5. Jouhaux s'opposera fermement à plusieurs reprises à tout « aventurisme » en matière de revendications, notamment lors du conflit des PTT en 1946. Voir « le mouvement social », n° 92, septembte 1975.

6. Benoit Frachon, comité central de mai 1945. In Lacroix-Riz, « la CGT de la Libération à la scission de 1944 à 1947 ». Ed. sociales, 1983.

7. Ambroise Croizat, «Cahiers du communisme», juin 1947. Croizat était ministre du Travail. nale. Les ministres communistes sont chassés le 5 mai 1947 en France, le 10 mai en Belgique et le 13 en Italie. Il n'y a aucun hasard dans cette simultanéité.

La politique de Staline entre 1944 et 1947 a été remarquablement résumée par une formule de Isaac Deutsher: « l'autocontainment » (l'autolimitation) c'est le dernier avatar de la politique de « construction du socialisme dans un seul pays »: Staline sacrifie tous les progrès possibles de la révolution mondiale à son alliance avec les Etats-Unis qui devrait lui garantir un statu quo général. L'échec de cette politique était inévitable pour deux raisons essentielles: d'abord parce que l'impérialisme n'accepte le statu quo que forcé et en attendant de pouvoir faire mieux; ensuite parce que les avancées de la révolution dépendent de facteurs autrement plus puissants que les combinaisons des bureaucrates dictateurs. Les révolutions chinoise et yougoslave en feront la preuve : elles se sont d'ailleurs l'une comme l'autre faites contre l'impérialisme et contre Staline qui n'a rien épargné pour les saborder (ce qui sera révélé au moment de leurs ruptures respectives avec l'URSS).

Les soviétologues américains, quand ils sont chargés de réfléchir et non pas des basses œuvres de la propagande le savent bien. L'un deux, Keenan, écrit : « Du monde bourgeois comme de son entourage dans le monde du communisme, Staline ne voulait qu'une chose, la faiblesse. Ce n'est pas du tout identique à la révolution (8). »

Epilogue français

Staline n'avait guère pour habitude d'informer les « partis frères » des brusques changements de sa politique. A eux de les deviner s'ils étaient suffisamment malins pour le

faire. Dans le cas contraire, on leur signifiait brutalement le changement de la lutte de classes et... de la ligne du parti.

Ces relations cordiales et fraternelles, la parti français en fait les frais, par Duclos interposé, en septembre 1947. Au cœur de la forêt polonaise, à Szklarska-Poreba, tous les dirigeants des PC européens sont réunis sous la houlette de Jdanov qui représente l'URSS et la nouvelle politique à suivre. Pour les représentants du PCF présents, Duclos en tête, le choc est rude : venus présenter le bilan de trois années de bons et lovaux services au gouvernement, ils se voient accusés de tous les péchés opportunistes par ceux-là mêmes qui leur avaient dicté cette politique.

Les Soviétiques vont laisser les Yougoslaves, tout auréolés de la gloire de l'insurrection victorieuse, porter les coups les plus durs contre la politique suivie par le PCF depuis la Libération. Duclos s'en souviendra quand viendra le moment de la chasse aux sorcières contre les titistes. En attendant, il se voit contraint à la plus plate des autocritiques, reconnaissant tout à la fois « légalitarisme, illusions parlementaires, opportunisme ». La conférence se sépare après avoir décidé la fondation du Bureau d'information des partis communistes, le Kominform. Duclos repart, avec dans ses bagages la nouvelle ligne qu'il va falloir expliquer et appliquer.

La guerre froide, qui s'est installée entre l'URSS et les USA, va donc se répercuter directement entre leurs « lieutenants » dans le mouvement ouvrier : PCF et SFIO. Cette dernière, partenaire gouvernemental d'hier à qui l'on proposait la fusion organique, devient pour le PCF un laquais de l'impérialisme. Le PCF, dont on encensait hier la rigueur des ministres, se transforme dans la propagande de la bourgeoisie et des socialistes en incarnation de la subversion. Le mouvement syndical se divise suivant les lignes de fractures des partis ouvriers. L'explosion des violentes grèves de novembre-décembre 1947 consomme la scission de la CGT. Grèves « Molotov », grèves dictées par le Kremlin comme le prétendent la bourgeoisie et les socialistes? Deux millions de travailleurs ne se mettent pas en grève sur l'ordre de Staline. En réalité, les grèves de l'hiver 1947 sont l'aboutissement d'une longue suite de mouvements sociaux depuis la grève des mineurs de 1941. de l'exaspération de la classe ouvrière et de son désespoir. La politique du PCF a eu pour résultat de différer l'affrontement avec la bourgeoisie qui couve depuis 1944 et se produit alors que cette dernière est forte et que la classe ouvrière est affaiblie car divisée, désunie durablement dans ses organisations.

Ainsi, le départ des ministres communistes, quels que soient les prétextes choisis dans chaque pays, correspond à l'ouverture d'un nouvelle phase dans la vie politique mondiale, qu'on appellera la guerre froide et dont l'impérialisme a pris l'initiative.

La direction soviétique ripostera en intégrant les pays du glacis aux structures de l'économie soviétique, par la suppression bureaucratique de la propriété privée et la concentration du pouvoir entre les mains des différents PC. François Fetjö, historien qu'on ne peut soupçonner de sympathie pour le communisme est luimême obligé de reconnaître cet ordre des évènements: "La politique soviétique après 1947 doit être interprétée comme une réaction à la politique de "containment" inaugurée par la doctrine Truman et le plan Marshall (9). "

^{8.} In D. Horowitz, « De Yalta au Vietnam », tome 1. 10/18, 1973. 9. F. Fejtö, « le Coup de Prague, 1948 », Ed. du Seuil.

L'affaire

de la Continental - Illinois et le spectre d'un krach financier

Nicolas MAHEU

'ACTUALITE de la crise financière ne fait aucun doute. Tous les commentateurs, de l'Economist de Londres à l'Expansion la redoutent. The Economist faisait récemment son éditorial, sous forme de scénario-catastrophe en décrivant les conséquences dramatiques prévisibles du krach financier : chômage accru, faillites en chaîne... des destructions comparables à celles d'une guerre. Bref, une vision de fin du monde.

C'est la possibilité de la faillite de la Continental Illinois (septième banque américaine au moment de ses difficultés) qui a servi de révélateur. Le processus qui a conduit à sa quasi faillite est intéressant parce qu'il peut se renouveler. La Continental est très peu liée avec les pays d'Amérique latine mais a des intérêts dans la branche pétrolière aux Etats-Unis qui est en perte de vitesse. Cette banque possède de très gros déposants, provenant de ce qu'on appelle les « capitaux flottants », des capitaux spéculatifs en quête de la rémunération la plus élevée. Dès que ces gros déposants croient savoir que la Continental va avoir des difficultés à être remboursée par ceux à qui elle a prêté de l'argent, ils retirent leurs capitaux.

Or, tout le monde sait qu'une banque ne conserve pas dans ses coffres les sommes qui ont été déposées chez elle, le bénéfice du banquier provenant justement de la différence de rémunération entre les sommes qu'il emprunte et les sommes qu'il prête. De ce fait la Continental, comme n'importe quelle banque à sa place, ne peut pas rendre les sommes qui ont été déposées chez elle. D'autant plus qu'il s'agit souvent de prêts à long terme dont elle ne peut exiger le remboursement immédiat. Si elle le fait elle provoque la faillite de son débiteur. On voit

bien le risque. Et les autorités américaines l'ont vu aussi. Pour éviter les faillites en chaîne, elles ont volé au secours de cette banque pour empêcher sa faillite. Elles lui ont prêté (le terme « donné » serait sans doute plus juste) 7,5 milliards de dollars. C'est la somme la plus élevée jamais prêtée à une banque. Ce qui montre que le boulet n'est pas passé loin!

Il faut souligner que les faillites bancaires n'ont jamais été aussi nombreuses aux Etats-Unis, mais elles touchent « seulement » des petites banques. Il est évident que la faillite de la septième banque américaine aurait des conséquences internationales importantes provoquant un effet boule de neige. Le gouvernement US a préféré socialiser les pertes. Il est même question, d'après Libération du 21 juillet 1984, de nationaliser cette banque pour lui fournir les fonds propres dont elle a besoin pour continuer à vivre, parce que ses ennuis ne sont pas terminés.

Toujours au mois de mai, les présidents de l'Argentine, du Brésil, du Mexique et de la Colombie protestent contre les taux de l'intérêt en hausse. « Réaction immédiate, note Denizet dans l'Expansion du 22 juin, la Manufacturers Hanover — la banque la plus chargée en dettes de l'Argentine (...) et surtout celle dont les créances sur l'Amérique latine représentent deux fois et demie le capital des actionnaires — fait immédiatement l'objet de retraits de fonds. »

On le voit, beaucoup d'événements peuvent provoquer une panique financière. D'autant que les « capitaux flottants » sont très sensibles aux changements conjoncturels, que des millions de dollars sont retirés d'un seul coup et rapidement. Le problème de l'endettement est devenu, pour les dirigeants

du monde capitaliste, le problème à résoudre. Avant de voir si c'est possible, il faut déterminer comment le capitalisme en est arrivé là.

Le financement de l'accumulation

Dans les pays impérialistes, le financement « normal » de l'accumulation capitaliste s'effectue par le profit qui sert à acheter les moyens de production et la force de travail qui viennent s'ajouter aux existants. Mais, notamment depuis 1945, s'est développé un autre mode de financement: le crédit à la production. Le capital de départ est fourni par les banques, ce qui accentue l'interpénétration du capital bancaire et du capital industriel. Le crédit à la production fait référence à une fonction de la monnaie: « avance sur production future ». C'est la production de richesses futures qui gage le capital-argent prêté par les banques. Pour qu'il n'y ait pas de problèmes, il faudrait que l'argent avancé soit en relation étroite avec la production future. Or, seul le plan peut déterminer cette relation; pas l'anarchie capitaliste qui provoque l'impossibilité de cet équilibre entre le présent et le futur.

Ce crédit à la production permet, dans le même temps, en générant une inflation permanente, de dévaloriser en douceur le capital. Le capital constant (machines, matières premières...) coûte moins cher aux capitalistes puisqu'ils remboursent moins que la somme empruntée. On dit que les taux réels (taux de l'intérêt moins le taux d'inflation attendu) sont négatifs. Autrement dit encore le taux de l'inflation est supérieur au taux de l'intérêt. C'est une des façons, objectives, de lutter contre la baisse du taux de profit.

Lorsque la baisse du taux de profit se réalise (pour les pays d'Europe dans les années 1969-1970, dès 1967 pour les Etats-Unis) le crédit à la production (comme le crédit à la consommation) va faire un bond en avant. Il va jouer un rôle nouveau: permettre de différer l'entrée dans la crise économique. Il rend possible la poursuite de l'accumulation malgré la baisse du taux de profit, et le marché final augmente grâce au crédit à la consommation. Dans le même temps les déficits budgétaires des Etats capitalistes se creusent. On a pu parler pour les Etats-Unis, mais c'est valable pour l'ensemble des pays impérialistes, d'une « économie de dettes ». Soulignons que le crédit, en même temps qu'il permet de différer l'entrée dans la crise, accentue, aiguise les contradictions. C'est ce qui explique la brutalité de la chute de la production industrielle en 1974-1975.

Pour les pays de la périphérie, le problème est un peu différent. Il s'agit de financer leur développement. Pour ce faire ils vont aussi, tout comme les firmes multinationales, s'endetter auprès des banques privées. La prétendue « aide au développement » des pays impérialistes ne le permettant pas. De plus, ces « aides » sont souvent des subventions déguisées aux firmes impérialistes.

Cet endettement est lié à un régime d'accumulation spécifique, que l'on appele « excluant » (1), parce qu'il inclut la nécessité de s'attaquer à la majorité de la population qui se trouve exclue totalement de l'augmentation de richesses. Contrairement aux pays capitalistes développés, les salariés — hormis les hauts revenus constituant les « classes movennes » — ne représentent pas un marché parce qu'ils ne peuvent consommer ce qui est produit dans le pays. De ce fait, les salaires ne sont qu'un coût pour les capitalistes, et ce coût ils doivent le réduire au maximum pour hausser le taux d'exploitation et augmenter le profit. Ce mode d'accumulation suppose et appelle l'insertion sur le marché mondial capitaliste pour permettre d'écouler, de vendre la production. Ce qui provoque un développement « asservi », c'est-à-dire lié à l'exportation vers les pays capitalistes développés. La dépendance est renforcée parce que ces pays sont obligés d'importer les biens de production dont ils ont besoin pour augmenter la productivité, donc le taux d'exploitation de la classe ouvrière.

L'endettement va permettre l'augmentation de l'accumulation en finançant les achats de biens de production aux pays impérialistes. La contrainte de l'exportation se trouve renforcée : il faut exporter pour faire rentrer des devises afin de rembourser la dette et payer les intérêts. Ce régime d'accumulation est la cause fondamentale de la montée de l'endettement de ces pays. Tant que l'endettement ne dépasse pas les limites de la création de richesses, il peut être digéré. Mais la mécanique de l'endettement va déraper pour deux raisons essentielles.

Jusqu'au milieu des années soixante, les Etats-Unis, qui jusque-là

régnaient en maîtres absolus, vont être concurrencés par deux autres groupes commerciaux : la République fédérale allemande et le Japon. La répercussion sur les monnaies est directe, révélant d'ailleurs ce déclin relatif. Le dollar est contesté comme monnaie de réserve, ouvrant ainsi une période de crises monétaires à répétition. La première est marquée par la dévaluation de la livre sterling en 1967, suivie par la décision, prise par Nixon en 1971, de déclarer le dollar inconvertible en or. C'était la fin du système monétaire institué par les accords de Bretton-Woods signés en 1944. Ce système reposait sur la convertibilité du dollar en or, pour faire du dollar la monnaie de réserve et des échanges internationaux, au même titre que l'or, et à la place de l'or.

Ce système, qui prévoyait des parités fixes entre les monnaies, toutes reliées au dollar, va subir un dernier coup de boutoir les 7 et 8 janvier 1976, au sommet de la Jamaïque: les chefs d'Etat des pays les plus riches du monde décident « le flottement généralisé des monnaies », le système de changes flottants. A partir de ce moment, le cours des monnaies évolue au jour le jour en fonction de l'offre et de la demande de chaque monnaie.

Déclin relatif de l'impérialisme US

Alors s'ouvre une période d'anarchie renforcée et d'incertitude pour les capitalistes, qui durera jusqu'au moment où s'imposera une nouvelle économie dominante. C'est là aussi l'un des enjeux, pour les capitalistes, de la crise économique actuelle. Le déclin relatif de l'économie américaine va provoquer une hausse accrue de l'or, dont la cause de départ est à rechercher dans la baisse de la productivité dans les mines d'or.

Une deuxième conséquence sera la formation d'un nouveau marché de capitaux : le marché de l'euro-dollar. Au départ il sera constitué de créances libellées en dollars qui ne seront plus rapatriées aux Etats-Unis, mais qui seront prêtées en Europe. Petit à petit ce marché va s'élargir aux euro-devises. Il connaît aujourd'hui des problèmes parce que les Etats-Unis drainent tous les capitaux disponibles.

Ce marché de l'euro-dollar va favoriser l'accroissement de l'endettement international en dollars. A l'heure actuelle, par le processus même de l'augmentation du cours du dollar, les changes flottants provoquent une augmentation de l'endettement nominal.

La deuxième raison du dérapage de l'endettement réside dans les configurations différentes des deux récessions. La première récession, en 1974, s'effectue dans une économie que l'on qualifie de sur-liquide. Deux causes sont à l'origine de cette sur-liquidité:

La première est liée à l'augmentation des prix du pétrole en 1973, qui va hausser la rente versée aux pays producteurs de pétrole. Ces « pétro-dollars », comme on disait à l'époque, les grandes banques vont vouloir les « recycler ». Ce qui signifie tout simplement conserver ces dollars à l'intérieur des métropoles impérialistes. En conséquence, les banques se sont trouvées à la tête d'importants dépôts qu'il fallait « pla-

La deuxième cause est liée à la récession elle-même qui provoque du « capital en jachère ». En effet, le taux de profit baissant, les possibilités d'accumuler plus se tarissent faute aussi de débouchés suffisants. C'est ce qui explique le développement de la spéculation. De plus cette première récession, quoique brutale, épargnait les branches-leaders, en particulier l'industrie automobile et la pétro-chimie.

Ces deux causes liées ont été la condition permissive d'une montée énorme de l'endettement, en particulier vers les pays de la périphérie. Et les banques internationales, américaines notamment, ont prêté au-delà de toute limite. La limite dépassée la plus importante étant celle de la valorisation du capital: augmentation du profit il est impossible de payer les intérêts.

Pourtant, en 1974, l'impression dominait que les NPI (nouveaux pays industriels) échappaient à la crise qui touchait les métropoles impérialistes. Certains sont même allés chercher là l'explication de la poursuite de la crise. Cette pseudo-explication, comme celle du « choc pétrolier », va voler en éclats dans la deuxième récession. Elle va être plus longue, de la fin 1980 au milieu de 1983, et plus profonde. Toutes les branches, tous les pays vont être touchés. La crise de surproduction touche aussi le secteur pétrolier qui voit s'effondrer le prix du baril de pétrole. Les pays de l'OPEP (organisation des pays producteurs de pétrole) sont obligés, à l'image de la sidérurgie, de détermi-

ner des quotas de production par pays pour limiter l'offre.

Conséquence: tous les pays producteurs de pétrole, à l'exception de la seule Arabie Saoudite, vont passer de la position de créanciers (ils prêtaient de l'argent) à celle de débiteurs (ils empruntent à leur tour). Sans parler de la situation dramatique du Mexique qui avait tout misé sur le développement de son industrie pétrolière. Faute de rentrée en devises, le Mexique est en quasi-faillite en 1982. Le gouvernement mexicain, avec l'aval des Etats-Unis et des banquiers, sera obligé de nationaliser totalement son appareil bancaire pour lutter contre les sorties de capitaux.

Les conséquences de cette deuxième récession, ce sont des destructions plus massives: les faillites de firmes industrielles augmentent (en nombre et en importance : ce sont de grandes firmes qui disparaissent) ainsi que les faillites bancaires. Ce qui donne naissance à une économie qualifiée de sous-liquide. Les banques ont prêté au-delà des capacités de remboursement des pays de la périphérie. Aujourd'hui, voulant s'en dégager, elles se tournent vers les pays capitalistes développés.

Tout cela provoque des tensions sur le marché des capitaux qui se traduisent par la hausse du taux de l'intérêt. Celui-ci subit l'action conjuguée de trois déterminants:

- « L'incertitude de l'avenir » qui signifie, en termes capitalistes, que la « profitabilité » des nouveaux investissements est incertaine.
- L'augmentation de la demande de dollars supérieure à l'offre, demande qui provient à la fois de l'endettement extérieur aux Etats-Unis des pays et des firmes multinationales qui s'effectue surtout en dollars; et de l'endettement intérieur des Etats-Unis (notamment le déficit budgétaire estimé à environ 190 milliards de dol-
- La limitation de l'offre est renforcée par la politique restrictive de la banque centrale américaine (la FED), encore que, depuis 1982, elle se soit relâchée.

Attirés par les taux d'intérêt élevés qui ne cessent d'augmenter, et aussi parce que les Etats-Unis représentent le pays-refuge type, les capitaux convergent vers ce pays, permettant ainsi de financer le déficit budgétaire américain. Comme le note The Economist du 14 juillet, le boom de l'économie américaine est fortement relié aux entrées de capitaux étrangers. Cette demande élevée de dollars est aussi à l'origine de nº 25 « Endettement et disette urbaine ».



l'augmentation du cours de la monnaie américaine.

Autonomisation de la dette des pays du tiers monde

Hausse des taux de l'intérêt et du cours du dollar provoquent une situation catastrophique pour les pays de la périphérie, particulièrement en Amérique latine : ces pays paient plus cher ce qu'ils importent, leur croissance baisse et leur endettement augmente. Ils empruntent désormais pour payer les intérêts. Le processus de l'autonomisation de la dette est un cercle vicieux : emprunter pour paver les intérêts revient à grossir encore plus le montant des intérêts à rembourser, provoquant des besoins d'emprunt encore plus importants... On ne voit pas comment ce problème pourrait se résoudre.

De plus l'augmentation des taux de l'intérêt a des conséquences immédiates parce qu'il s'agit le plus souvent de dettes à court-terme (à moins d'un an) ou bien d'emprunts à taux variables. Un exemple donné par Denizet, dans l'Expansion, montre les sommes en jeu : « trois points de hausse (ce qui signifie la même chose que 3 %. NDLR) depuis mars 1983 sur les euro-dollars à trois mois à Londres (3), qui servait à indexer la quasi-totalité de la dette bancaire, soit une surcharge supplémentaire de 12 milliards de dollars annoncés pour les pays endettés ». C'est énorme!

Pour ces pays de la périphérie, qui ont choisi de rester dans le cadre du marché mondial capitaliste, la seule solution consiste à augmenter toujours plus les exportations, au moment où la concurrence internationale s'exacerbe. Ce sont les recommandations du FMI, qui ne fait qu'exprimer là l'intérêt général des capitalistes. Elles ne font qu'accentuer une politique qui répond fondamentalement à la mise en œuvre d'un régime d'accumulation aujour-d'hui en crise, accentuée par la contrainte de l'endettement.

Augmenter les exportations c'est faire un choix dans l'orientation de la production. C'est contradictoire avec la nécessité de répondre aux besoins de subsistance de la population. La conséquence ne s'est pas fait attendre, c'est celle qu'on a pu lire dans tous les journaux : la disette urbaine, qui n'est pas provoquée par la sécheresse

mais bien par une décision politique des représentants du Capital. La seule solution, pour ces derniers, passe par une augmentation du taux d'exploitation des travailleurs avec tout le cortège de misère que cela suppose.

Ainsi l'endettement, qui avait permis une industrialisation de ces pays, se retourne aujourd'hui en son contraire: il ouvre la porte à un processus de désindustrialisation. En effet l'endettement ne se limite pas aux Etats mais inclut les firmes capitalistes qui sont à la merci de leurs créanciers. Pour éviter la faillite, elles font comme partout: elles restructurent, ferment des entreprises et licencient.

Pourtant, si on regarde l'autre face de la médaille (Les deux faces comme dit joliment et justement Cortazar « ne se rencontrent jamais ») cet endettement peut-être aussi une position de force. Les grandes banques ont peur d'un « front des débiteurs » regroupant les pays les plus endettés qui refuseraient de payer les intérêts en exigeant une renégociation de leur dette. Les grandes banques ont besoin des intérêts versés par ces pays. D'autant que les pays de la périphérie sont devenus des exportateurs de capitaux vers les métropoles impérialistes.

Mais les gouvernements de ces pays ne veulent connaître que la face capitaliste de la médaille : celle des attaques renforcées contre les travailleurs, la voie de la misère, de la famine et de la barbarie.

La face opposée suppose la rupture avec le marché mondial capitaliste, et seule la classe ouvrière pourra la mettre en œuvre. L'exemple de la Bolivie le montre : sous la pression syndicale le gouvernement a été obligé de ne pas accepter les recommandations du FMI et d'arrêter de payer les intérêts. Dans le même temps les travailleurs exigent de substantielles augmentations salariales.

Le rôle du FMI

La pseudo-solution proposée par le FMI (Fonds monétaire international) et les grandes banques est celle du rééchelonnement. Ce qui signifie reporter le remboursement des dettes. Mais les pays en question doivent payer les intérêts et ceux-ci continuent de courir à des taux qui ne cessent d'augmenter. Tout le monde se rend compte, dans les milieux financiers, que c'est une solution dangereuse puisqu'elle revient à accumuler à un moment donné le remboursement de toutes les

dettes. L'année dangereuse, c'est 1986. Il est évident que, pas plus qu'aujourd'hui, ces pays ne pourront rembourser. Le FMI envisage comme seule solution de reporter encore plus loin dans le temps les échéances.

Le FMI joue aussi un rôle de « pompier » pour les pays menacés de faillite. Pas par philantropie mais par intérêt bien compris : qu'un pays, tout comme une grande firme, ne paie pas ses intérêts et tout l'échafaudage s'écroule comme un château de cartes. Le FMI va, à son tour. prêter de l'argent à ces pays à un taux plus faible que le LIBOR (4), à condition qu'ils suivent une politique d'austérité drastique. Ce qui est recherché, c'est un « effet-masse » pour permettre une petite augmentation du taux d'exploitation, qui a déjà augmenté dans la période précédente. La politique du FMI aggrave la crise du régime d'accumulation de ces pays. On comprend pourquoi Furtado, ancien ministre du gouvernement brésilien Goulart en 1964, ait pu demander au nouveau gouvernement français issu du 10 mai 1981 de rompre avec le club des dix pays les plus riches du monde et de déclarer le moratoire des dettes des pays du tiers monde vis-àvis de la France. C'est la seule solution: rayer d'un trait de plume les dettes des pays de la périphérie (5).

Pour que le FMI puisse jouer son rôle de « pompier », il faut qu'il ait lui-même des liquidités. Les Etats-Unis, qui ont des problèmes avec leur propre endettement, refusent de le financer. Le FMI est donc obligé d'emprunter auprès des grandes banques privées pour sauver le système financier international. Autrement dit le FMI s'endette à son tour, il participe ainsi à l'augmentation générale de l'endettement. Conséquence absurde à la mesure de l'absurdité générale du mode de production capitaliste! Et le FMI peut se trouver lui-même en cessation de paiement. Qui viendra à son secours?

Pour les grandes banques, il devient dangereux de prêter aux pays de la périphérie parce que les limites de leur capacité de remboursement se sont trouvées dépassées. Mais ces banques sont obligées, pour faire du bénéfice, de trouver d'autres emprunteurs. Elles se tournent vers les pays capitalistes développés qui tous connaissent un augmentation de leur endettement public et privé (6).

Citadelle impérialiste, les USA connaissent eux aussi une augmen-

tation de leur endettement. C'est ce | qui « dope » la reprise actuelle de l'économie américaine (7). Paradoxalement, c'est dans ce pays que les risques de krach financier sont les plus actuels. Parce que les firmes privées comme le gouvernement sont très endettés. L'explication du déficit budgétaire américain réside dans l'énorme accroissement des dépenses militaires qui atteignent trois cents milliards de dollars, pendant que l'ensemble des dépenses sociales baissent. Ces dépenses militaires ont permis de créer des marchés de substitution pour toutes les grandes firmes américaines.

Il faut souligner que la configuration de cette reprise ne ressemble pas à celle de 1976. En effet, la reprise de la croissance s'accompagne d'une augmentation de faillites industrielles et bancaires. La création d'emplois ne doit pas tromper : il s'agit soit d'emplois temporaires, soit de travailleurs réembauchés avec un salaire moins élevé que celui qu'ils touchaient précédemment. Il faut souligner aussi que le pouvoir d'achat a baissé et que le taux d'exploitation de la classe ouvrière américaine a augmenté. Ce qui explique pourquoi les capitalistes préfèrent investir aux Etats-Unis.

La hausse du taux de l'intérêt indique que la demande de crédit, à l'intérieur des Etats-Unis, est très élevée, et qu'une baisse de ces taux est inconcevable à court terme. Il s'agit même de la tendance contraire puisque les grandes banques américaines ont décidé d'augmenter leur taux de base (« primerate », taux réservé à leur meilleur client). C'est que la reprise économique suppose un endettement massif.

Cette reprise accumule des contradictions nouvelles qui peuvent transformer la prochaine récession. prévue en 1985 (8), en dépression, par la conjonction de la récession et de la crise financière. La crise financière est inéluctable en fonction de l'augmentation énorme de l'endettement, même si elle peut trouver des solutions provisoires qui, toutes, se traduisent par une socialisation accrue. Et ce n'est pas le moindre des paradoxes que de voir l'administration américaine, réputée pour son « anti-étatisme », nationaliser l'une de ses banques.

La cause qui déclenchera le krach peut trouver sa source aux Etats-Unis mêmes. Comme le note la lettre de conjoncture de la BNP (datée de mai

1984): «Le financement de la croisance américaine nécessitera en 1984 un doublement des entrées nettes de capitaux étrangers (...) Or, les Etats-Unis ne sont pas à l'abri d'un effet de "saturation" auprès des investisseurs internationaux, soit d'un mouvement de défiance à l'égard de leur monnaie. » Autrement dit la croissance américaine, financée par les capitaux étrangers, peut buter sur ce problème, provoquant une baisse du dollar et des retraits des gros déposants. En ajoutant que cette baisse du dollar se traduirait vraisemblablement par la hausse du taux de l'intérêt pour essayer de conserver les capitaux étrangers. La conséquence serait d'aggraver encore plus les problèmes des pays de la périphérie mais aussi ceux des firmes industrielles américaines qui verraient leurs frais financiers augmenter énormément, rognant de ce fait le profit industriel.

La hausse des taux de l'intérêt se trouve renforcée aux Etats-Unis par la « déréglementation » : d'autres institutions que les banques offrent les mêmes services, remettant ainsi en cause la réglementation qui était celle des compétences des banques. Ces autres institutions, pour drainer l'épargne, offrent une rémunération aux dépôts, contrairement à ce que font les banques. Celles-ci sont obligées de suivre. Et si les banques rémunèrent les dépôts, cela signifiera pour elles une augmentation de leurs charges. Pour y faire face elles devront augmenter leur propre taux... et prêter de plus en plus pour faire du bénéfice. C'est la perpétuation de l'absurdité.

La crise financière est certes la solution ultime pour le capitalisme car la destruction, par les faillites bancaires et industrielles, permettrait de résoudre le problème de l'endettement. Mais les risques de barbarie inhérents à cette « solution » sont énormes. Ils sont déjà présents dans les pays de la périphérie. Ce qui renforce l'actualité, pour l'ensemble de l'humanité, de la rupture avec la logique folle du Capital.

3. En ce qui concerne les « économies pétrolières », voir l'article de Abdelkader Sid Ahmed dans CEP n° 25 « Développement sans croissance. L'expérience des économies pétrolières du tiersmonde ».

4. Ce taux est appelé le LIBOR : « London interbank offered rate ». Il est relié au taux d'intérêt américain.

5. La France prête énormément d'argent aux pays d'Afrique, eux aussi très endettés. Voir l'article de Philippe Hugon: « Le système financier mondial et l'endettement des Etats africains » dans le n° 130 de « Afrique contemporaine ».

6. Cf. l'article d'Ernest Mandel dans « Inprecor » n° 178 : « Une reprise couplée à une crise financière aggrayée ».

7. Cf. la série de deux articles de P. Fabra dans « le Monde » des 21 et 22 juillet 1984 intitulée « Une reprise dopée ».

8. Cf. les prévisions concernant l'économie américaine dans « La revue de l'OFCE : observations et diagnostics économiques » nº 8, article de Sabine Mathieu.

A propos du livre de J. Sapir : « Travail et travailleurs en URSS »

Qu'en est - il du prolétariat soviétique ?

Michel LEOUENNE

paysans. Les révoltes de Cronstadt et de

U'EN est-il exactement de la condition prolétarienne dans ce qui fut le premier Etat prolétarien du monde et qui se prétend socialiste? Pourquoi le prolétariat du pays qui fit la plus formidable révolution de l'Histoire n'a-t-il pas secoué le joug de la bureaucratie qui l'écrase depuis plus d'un demisiècle, comme Trotsky pensait qu'il était inévitable qu'il le fasse si l'impérialisme ne détruisait pas l'URSS dans la guerre? On peut trouver des éléments de réponse à ces deux questions dans le petit livre de Jacques Sapir, Travail et travailleurs en URSS. Des éléments et non pas la réponse; des données, des chiffres, des « repères », ce qui correspond à la vocation de la collection où il paraît (1).

Illusion d'optique

Qu'il ne s'agisse que d'éléments tient pourtant essentiellement au point de vue où se tient l'auteur. En effet, il n'y a pas de science sociale qui puisse être indépendante et au-dessus d'une conceptior. théorique générale de la société étudiée. Et la conception théorique de l'URSS qui soustend ce petit livre, c'est celle du « capitalisme d'Etat ». Si elle n'enlève rien de leur valeur aux données subjectives rassemblées là, elle perturbe en revanche fortement la première partie, historique, du livre en présentant implicitement les bolcheviks comme étrangers au prolétariat. Qu'était donc leur parti? Quelle classe représentait-il? Quelle était la nature de la révolution d'Octobre? On ne le saura pas dans ces pages. Mais, par contre, qu'en donnant la terre aux paysans, les bolcheviks n'appliquaient pas leur programme, et que, dès les premières années ils se sont conduits, en fait, comme des ennemis du mouvement ouvrier : « La destruction du contrôle ouvrier est enjolivée du qualificatif de "progrès" au nom d'une théorie des avantages du travail forcé. D'abord réduit à un petit îlot, le bolchevik va, peu à peu, reconquérir le pays. Le moins que l'on puisse dire est que cela ne se fait pas toujours avec le peuple : "Vive les bolcheviks qui nous ont donné la terre, mort aux communistes qui nous volent le blé", disent les

Tambov témoignent de l'exaspération d'une partie de la population qui avait soutenu Octobre. L'écrasement dans le sang de ces révoltes, le développement d'une nouvelle police politique, la 'Tcheka'', montrent à quelles extrémités le nouveau pouvoir est prêt pour tenir (p. 19). » A un tel résumé ultragauche peuvent souscrire les plus réactionnaires des historiens et « soviétologues ». Il faut y ajouter qu'il n'y a pas la moindre mention dans ce livre des luttes politiques intérieures au parti bolchevik qui soustendent les choix économiques et, par conséquent, les options de classe; pas la moindre mention de l'Opposition de gauche, ni même du nom de Trotsky, pourtant sans doute pas superflu quand on évoque sans le nommer le problème des « ciseaux » (résolution de la contradiction entre les besoins de l'agriculture et de l'industrie de la campagne et de la ville, des paysans et des ouvriers) et de l'industrialisation. A quoi bon, il est vrai, si léninisme et stalinisme sont un continuum, ainsi que cela va de soi dans le consensus qui rassemble les réactionnaires de droite et de la « gauche » stalinienne comme socialdémocrate. De ce point de vue, la terreur contre-révolutionnaire des années trente n'est qu'une conséquence de cette révolution. Cela relativise beaucoup l'intérêt des informations du premier chapitre de cette première partie qui ne sont qu'un choix arbitraire de faits, mis en bouquet dans l'ignorance volontaire des conditions de la révolution, dont le principe est ainsi implicitement nié. Ainsi l'on apprend qu'en 1923 et 1924, il y eut des grèves contre les heures supplémentaires, et des licenciements, en priorité (!) des ouvriers qualifiés, membres des syndicats (p. 23). Mais quand on apprend à la page suivante que les « directeurs rouges » se plaignent dans la presse de la « dictature syndicale », et que la même presse fait écho aux dénonciations par les travailleurs de la « compétition socialiste », certains parlant même de « capitalisme d'Etat », l'auteur, sans s'en apercevoir, manifeste qu'alors les travailleurs, loin d'être muselés et terrorisés, défendaient publiquement leurs intérêts.

1. J. Sapir, « Travail et travailleurs en URSS », coll. « Repères », éditions La Découverte.

^{2.} Adburahman Avtorkhanov, « Staline assassiné », Presses de la Renaissance. C'est le point de vue politique particulier de cet auteur qui l'amène à considérer comme « des nigauds d'idéalistes » les authentiques bolcheviks et comme des « eunuques politiques » les capitulards démoralisés et brisés.

Etait-ce contre la bureaucratie montante? En partie, à coup sûr. Mais en tenant compte que la guerre civile avait laissé en 1921 le pays ravagé et exsangue, une partie de la lutte, à l'intérieur de la classe, était celle de l'intérêt immédiat contre l'intérêt général, historique, qui exigeait un effort inouï et pénible, mais qui permit de retrouver en 1927-1928 le niveau de 1913. Jacques Sapir, ici, se place au point de vue « de l'atelier », non du point de vue de la classe tout entière.

Mais ceci a une paradoxale conséquence (paradoxale bien qu'il s'agisse d'un très vieux paradoxe dans les débats sur l'URSS), celle de donner au stalinisme une certaine justification en lui attribuant une « seconde révolution », aux « difficultés pires que celles de la guerre civile », selon le mot de Staline luimême, en 1945, à Yalta, mot qui apparaît tout à coup dans ce livre (p. 24) pourtant si avares de citations de dirigeants ou acteurs du processus. L'effroyable gâchis de la collectivisation forcée, avec ses millions de morts, et de l'industrialisation forcenée, sans mention de ce que cette politique de panique et de terrorisme bureaucratique devait aux aveuglements de la direction stalinienne dans la période précédente, et de la possibilité refusée d'une autre politique préconisée par l'Opposition de gauche, devient ainsi le prix fatal de l'édification de l'URSS comme grande puissance industrielle. Sur œ second chapitre du livre et de l'Histoire, l'ultragauchisme se présente encore comme le simple reflet en négatif de l'approbation cynique, du type de celle de Sartre de 1956 qui écrivait encore qu'il n'y avait pas « d'autre socialisme, sauf au ciel de Platon ».

Une direction bloquée

C'est au-delà de ces pages que commence l'apport positif du livre, constitué essentiellement de données chiffrées sur l'évolution organique du prolétariat soviétique et du schéma du fonctionnement d'une économie dont la bureaucratie est incapable de corriger les blocages, alors même que les causes de ceux-ci sont évidentes, même pour elle. Nombre de ces données son bien connues, mais l'intérêt du livre est qu'il les rassemble sous une forme resserrée.

D'abord la croissance du prolétariat. De 1926-1927 à 1940, le nombre des ouvriers était passé de 3,6 millions à 10 millions, et les salariés étaient 29 millions en 1937. Cette croissance signifie que la nouvelle classe ouvrière est alors, dans sa masse, composée de paysans prolétarisés (en particulier par la violence effrayante de la collectivisation forcée), et là est la base de l'explication (d'ailleurs donnée de longue date par notre mouvement) du recul profond de la conscience de classe en ce prolétariat tout neuf. Ceci, joint à la décimation de l'avant-garde ouvrière dans la guerre civile, qu'elle gagna avec son sang, puis de la montée massive de l'essentiel de ce qui restait dans l'appareil d'Etat, au sens large, permet de comprendre pourquoi cette immense masse humaine sans tradition et sans direction subit passivement la folle terreur des années trente. La ponction de vingt millions de morts de la guerre amena à un recommencement du phénomène de « reconstruction de la classe », sa croissance étant de 8,5 millions de 1946 à 1950 (dont deux millions par an en 1949 et 1950) (p. 33).

Toutefois, pour obtenir ce bouleversement social et y ployer tant d'hommes, il fallut le joug d'une terreur sans précédent dans l'Histoire: une législation du travail qui faisait des prolétaires des quasi-esclaves, la déportation d'une dizaine de millions d'être humains vers un travail forcé, pire, lui, que celui des esclaves du passé et, au-dessus, dans l'empyrée du pouvoir, l'autre volet de la terreur, celle des purges politiques et des procès.

Après la Deuxième Guerre mondiale, le même scénario se répéta, mais fut interrompu par la mort de Staline, liquidé à son tour par ceux qu'il s'apprêtait à liquider, et qui, écrit Avtorkhanov, n'étaient plus « des nigauds d'idéalistes » ni des « eunuques politiques » mais « ses doubles spirituels, des hommes qu'il avait forgés à son image criminelle, dans l'action comme dans la pensée (2) ». Ceux-là comprenaient en même temps que le régime ne pouvait se perpétuer dans la terreur généralisée et que, sans réformes, son effondrement était prévisible.

Mais, cependant, on peut dire que c'est à partir de cette « déstalinisation » que les contradictions du système bureaucratique apparaissent de façon pure. En effet, ce n'est qu'à ceux qui ne comprenaient pas la véritable nature de la bureaucratie soviétique que l'essor de Khrouchtchev parut ouvrir un période où « une profonde réforme de la société semble possible ». Ce changement était impossible, non pas parce que les dirigeants « formés à l'école stalinienne » ne pouvaient le concevoir « qu'imposé par le haut, par la force si nécessaire » (p. 35), mais parce que la logique de réformes fondamentales entrait en contradiction avec le caractère parasitaire de la bureau-

Jacques Sapir écrit: «L'économie soviétique est dite centralement planifiée et les moyens de l'activité économique sont entre les mains de l'Etat. Celui-ci est propriétaire de la quasi-totalité des moyens matériels de production. Il fixe les prix des produits (à l'exception de ce qui est vendu sur les marchés kolkhoziens), les quantités et les normes de qualité. Il gère les flux financiers à travers un organisme centralisé, le Gosbank, qui assume la totalité des fonctions monétaires, de l'émission de la monnaie au crédit aux entreprises et aux particuliers. Enfin il possède les moyens de gérer les hommes. Que ce soient les responsables, qui sont nommés à travers une succession de listes de postes et de candidats, tenues et mises à jour par les organisations régionales et nationales du parti, ce que l'on appelle la Nomenklatura. Que ce soient les travailleurs dont les mouvements sont, en

théorie, limités par le livret du travail, le passeport intérieur. Pourtant, l'Etat soviétique ne parvient pas, malgré la puissance des movens dont il dispose, à maîtriser le fonctionnement d'ensemble de l'économie, qui repose de plus en plus sur des procédures et des comportements plus ou moins étrangers au plan central, voire en opposition ou en contradiction avec lui. Autant et peut-être plus qu'une logique centralisée, c'est la confrontation de multiples logiques autonomes, qu'elles émanent des bureaux centraux, des dirigeants d'entreprises, des travailleurs, qui règlent la marche de l'économie soviétique, non sans heurts, incohérence, inertie et gaspillages (pp. 33-39). » Cette page résume ce que développent les chapitres suivants.

L'économie de l'URSS est en principe planifiée, mais une planification véritable exige que l'information soit véridique, du haut en bas de l'appareil de production, que l'intérêt général domine les intérets particuliers à partir des consciences de La classe, que la régulation soit démocratique et non autoritaire. Tout cela, la bureaucratie ne peut l'accepter sans se condamner en tant que telle.

Sa stabilisation actuelle a été obtenue par la fin de la terreur en son sein, qui a exigé, en revanche, ce que Staline n'admettait pas, à savoir l'institution d'un compromis permanent entre les différents secteurs bureaucratiques. Mais ce compromis ne se réalise qu'aux dépens de l'unité de décision que réalisait — de plus en plus mal, il est vrai, et de plus en plus difficilement — la terreur.

Le compromis signifie que la part doit être faite au parasitisme particulier de chaque secteur bureaucratique, de chaque niveau, de chaque industrie, de chaque usine.

Les exigences centrales elles-mêmes, qui représentent l'intérêt général de la bureaucratie, et qui s'expriment dans la priorité sans cesse relancée des biens de production, à l'industrie lourde et, finalement, à la production militaire, ne sont satisfaites qu'au prix de concessions à l'anarchie des clans et au gaspillage de chaque unité économique soucieuse de ses seules normes formelles, couvrant son écumage, et, pour les remplir, prête à toutes les tricheries, voire à toutes les illégalités, car, par son principe même, la bureaucratie est sans morale.

Ainsi se constitue une véritable nouvelle féodalité de type asiatique, où la formidable puissance centrale repose sur l'équilibre tourbillonnaire de l'anarchie des intérêts opposés-complémentaires des potentats économiques et politiques, agissant en tant que groupes de pression d'intérêts communs.

Comme Jacques Sapir doit le souligner (bien que cela contredise sa théorie du « capitalisme d'Etat »), cette économie fonctionne « à l'inverse de ce qui se passe dans les pays capitalistes » (p. 72). Le problème n'est pas là celui de la vente (qui est assurée), de l'écoulement de la production (la demande n'est jamais satisfaite), mais des

ressources nécessaires à la production, des matières premières à la force de travail en passant par le crédit.

De là son développement selon des « logiques autonomes », véritable phénomène cancéreux qui sape la planification et fait place aux productions parallèles et à une circulation marchande qui pousse dans le sens d'une véritable économie mixte.

Plus que le gaspillage, énorme et généralisé, plus que la corruption et les pertes hors du circuit planifié, ce qui grippe de plus en plus ce système, c'est qu'il fonctionne dans l'aveuglement, chaque cellule économique du corps bureaucratique trichant et mentant dans l'égoïsme des micro-structures et dans l'irresponsabilité des « responsables ». Par l'absurde, le système prouve que l'économie planifiée ne peut fonctionner que sous les millions d'yeux d'Argus de l'autogestion.

Ce char brinqueballant ne tient qu'à coups de redressements contradictoires, dont chacun aggrave finalement la situation au-delà de chaque correction

dont le remède est passager.

Mais la politique de compromis entre groupes bureaucratiques a été la condition de la marge de manœuvre ouverte au prolétariat, d'autant que la croissance de celui-ci s'affaiblit (tendantiellement comme en Europe occidentale).

Un prolétariat atomisé

Non seulement l'emploi est garanti en URSS, mais le manque de main-d'œuvre (que l'anarchie bureaucratique accroît) conduit à la rivalité des entreprises dans l'« acquisition » des travailleurs qualifiés, à l'embauche excessive (par précaution), aux hauts salaires, au système des primes qui peuvent atteindre une proportion considérable du revenu ouvrier, enfin aux heures supplémentaires, parfois massives.

Cependant, comme la priorité de production des biens de production à l'encontre de celle des biens de consommation maintient la raréfaction des produits offerts aux travailleurs, les avantages obtenus en revenus monétaires s'avèrent assez vains. L'épargne augmente (on a vu qu'il en était de même en Pologne au milieu d'une quasi disette) et les prix des produits durables sont très élevés. Citons parmi ceux que donne Sapir : un réfrigérateur, 229 % du salaire mensuel moyen, un poste de télévision couleur 430 %, et une voiture, type Fiat 124, trente-six fois le salaire moyen.

L'insatisfaction ouvrière demeure donc et même grandit, en dépit de l'amélioration du niveau de vie ouvrier qui n'avait qu'en 1955 rattrapé le niveau de 1928, lui-même double de celui de 1913 auquel on était retombé en 1934, mais qui a crû de façon constante ensuite jusqu'en 1975-1978. Après cette date il semble qu'il se soit à nouveau bloqué.

Cette insatisfaction est d'autant plus grande que la jeune génération, qui ne subit plus les effets des périodes de ter-

reur de l'avant et de l'après-guerre, est désormais mieux formée sans que, pour autant, elle trouve devant elle un champ d'activité à la mesure de ses capacités et de ses besoins.

Ainsi, les données statistiques rapprochées montrent aussi du côté du monde ouvrier, une évolution irréversible vers le déséquilibrage du système.

Cependant, la lourde chape bureaucratique n'a pas laissé place à la moindre possibilité d'organisation autonome de la classe ouvrière. Les timides tentatives faites au sommet, entre 1954 et 1956, pour revigorer les syndicats, à la fois comme instruments de contrôle de la pression sociale et pour tenter de donner une certaine base populaire aux dirigeants post-staliniens, ont vite fait place au retour du contrôle le plus lourd, la soupape risquant de se transformer en brèche. L'explosion polonaise n'a évidemment, fait qu'accroître la vigilance antisyndicale des bureaucrates.

N'y a-t-il donc pas de luttes ouvrières en URSS?

Il y a des grèves. En général, elles sont de courte durée, sur des conflits du travail mineurs, et elles obtiennent le plus souvent satisfaction, quitte à ce que les « meneurs » soient ensuite licenciés. Si les conflits du travail ne se règlent pas vite, il est fait appel à la milice, et il peut y avoir des morts et une répression terroriste en profondeur quoique locale. Mais le livre de Sapir manifeste bien que l'on sait peu de choses sur ces sortes de conflits, tous entourés d'un épais mur de silence (3).

Les conflits du travail, en tout cas, jouent le rôle d'un avertisseur pour la bureaucratie qui y répond en général, après coup, par certaines concessions (ainsi en 1978, puis dans le « cours An-

dropov »).

Ce qui est grave, c'est qu'il n'y a plus en URSS de mémoire collective de la classe. De là la revanche de solutions individuelles à l'insatisfaction générale : par l'« ascension sociale » dans les filières du parti et de l'économie ; par la participation au « clientélisme » établi autour de chaque groupe ou membre important de la Nomenklatura ; enfin par la corruption et les voies illégales, ces dernières voies ouvrant potentiellement des brèches en direction d'une autre logique et système social.

La conclusion de Jacques Sapir est que l'URSS est « arrivée à un moment clé de son histoire ». « La forme actuelle de la société, écrit-il, a été engendrée par les conflits qui ont vu une couche sociale, que l'on peut considérer comme une classe, asseoir sa domination sur la majorité de la population. L'industrialisation dans les années trente a entraîné le développement de formes particulières de rapports sociaux, marquées par la mobilité verticale et le clientélisme. Mais, au moment même où cette classe était victorieuse, où elle fondait la durée de sa domination, les conditions de cette dernière étaient remises en cause. En d'autres termes, la réalisation de l'industrialisation de l'URSS signifie qu'on y gère désormais ce

qui a été construit. Le passage à une phase de maturité nécessite une transformation de nombreux rapports sociaux. Cette nécessité, à l'ordre du jour depuis le début des années soixante, n'a toujours pas abouti. L'inadaptation de nombreux aspects de la société à la situation actuelle se traduit par des crises localisées. La logique économique centrale a de plus en plus de mal à s'imposer aux autres logiques (pp. 117-118). »

On ne saurait plus succintement dire la contradiction entre l'infrastructure économique de cette société et le système politique qui la domine. Mais, de là, J. Sapir trace une alternative d'autoréforme ou de retour à une politique de contraignement terroriste fondée sur les menaces extérieures et, par conséquent, une marche vers la guerre.

Pour nous qui de par notre analyse de la bureaucratie considérons l'autoréforme comme exclue, l'alternative se présente tout autrement, comme enjeu de la révolution antibureaucratique inévitable, enjeu en partie dépendant de l'issue de l'autre crise : celle du système capitaliste impérialiste.

3. Cf. dans Léonide Plioutch, « Dans le carnaval de l'Histoire », éd. du Seuil, le récit de très violentes luttes grévistes que la dissidence parvenait à connaître sans pouvoir y intervenir.

« Rapport gay »:

L'homosexualité en statistiques

984 aura été pour les homosexuel(les) français(es) l'année de l'introspection. Après dix ans de luttes et de conquêtes, les gais, de saisissement, s'arrêtent et contemplent leur monde. Les militants ne s'y retrouvent pas: ils rêvaient de liberté sexuelle, d'amour et de fraternité. Et leur espace est normalisé, clos, éclaté, structuré par la publicité, l'argent, le commerce. « On n'a pas lutté pour ça, on a lutté contre », déclarait Jacques Girard, auteur d'une histoire du Mouvement homosexuel en France (Syros, 1981) à l'université d'été homosexuelle de Marseille (iuillet 1983).

Finies les amours champêtres, la police de Chirac a tout nettoyé. Terminées les provocations des folles emplumées ou des goudous féministes, voici les cuirs, les bottes et la mode rétro.

Le Rapport gai (1), ouvrage réalisé par trois animateurs du mouvement gai français sous l'égide de la FLAG (2), c'est deux cent cinquante pages de chiffres, tableaux et témoignages sur le mode de vie gai ou lesbien dans la France de 1983-1984, tels qu'ils ressortent des réponses à un questionnaire anonyme rempli par 1 352 hommes et 259 femmes.

Parallèlement à cette enquête, la plupart des journaux gais ont questionné leurs lecteurs. Nous reviendrons sur les 281 réponses recueillies par *Homophonies* qui confirment le dynamisme d'un mouvement social jeune, revendicatif, très politisé mais assez isolé. Car l'homosexualité est toujours un « ghetto », de plus en plus vaste mais qui tend à se refermer sur lui-même.

L'homosexuel 1984 se reconnaît comme tel. Il ne proclame ni ne dissimule: les jeunes ne se marient pas, ne pratiquent l'hétérosexualité que lorsqu'ils en ont envie et non pour sauver les apparences. Ils ne se préoccupent guère de questionner la majorité hétérosexuelle, et préfèrent aménager leur propre espace, ayant parfois l'illusion d'avoir conquis cet espace où les a parqués le conformisme bourgeois.

Les homos rencontrés par les enquêteurs du rapport gai, bien que plus conscients et politisés que la moyenne, sont assez rarement militants syndicaux.

Lesbiennes, elles se tiennent à l'écart d'un mouvement féministe où fleurissent exclusions et anathèmes. Elles veulent construire quelque chose bien à elles, sans mâles, tout en ressentant solidarité et complicité avec les hommes homosexuels, en butte à la même stupide agressivité sexiste que les femmes.

Il y a en fait deux modes de vie spécifiques des homosexuels: celui des hommes et celui des lesbiennes. Celles-ci, vivant majoritairement par couples en union libre, forment un milieu qui pour être assez fermé est relativement banalisé. Des groupes d'amies se réunissent, se font et se défont au milieu d'une population qui les ignore. Contrairement à ce qui arrive aux couples masculins, la cohabitation de deux femmes n'engendre pas généralement le soupçon sur leurs relations sexuelles.

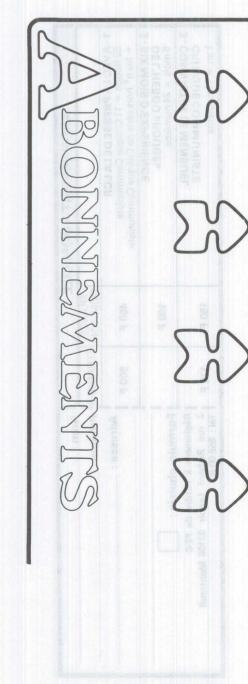
Mais de toute manière, la vie en couple d'hommes, assez répandue toutefois et plus dans les grandes villes que dans les petites, n'y est pas aussi valorisée que chez les lesbiennes. De nombreux couples de garçons laissent au partenaire une large autonomie, et d'abord au plan sexuel.

Sodome en France

Que ce soit à Paris ou en province, la fringale de sexe des hommes homosexuels de vingt à quarante ans apparaît insatiable. De sexe mais non d'orgie; la presse à sensation en sera pour ses frais. Hard-sex et sado-masochisme ne font guère recette, ce qu'ils préfèrent (d'accord avec leurs sœurs lesbiennes, s'agit-il d'une caractéristique nationale des gais français?), c'est la pratique des caresses et masturbations réciproques.

La prostitution masculine apparaît de ce fait avant tout comme un phénomène spécifiquement gai, lié à la licence sexuelle, plus que comme le pendant masculin d'une prostitution féminine liée à l'oppression des femmes. Sur cet aspect comme sur les autres, le rapport fourmille de détails, laissons-en la surprise aux lecteurs!

L'énorme majorité des 1 611 réponses parvenues à la FLAG provient de person-



2-SIX MOIS D'EXPERIENCE DE L'HEBDO «ROUGE» 6 mois = 24 numéros CRITIQUE COMMUNISTE AVEC LA PRESSE DE LA LCR 52 Rouge + 11 Critique Communiste + les n° hors série de Critique Communiste ABONNEMENT A DOMICILE FRANCE DOM-TOM 5 60 ETRANGER 500 170 TI 2 rue R Tél: 859 Prénom : Réglement à l'ordre de Formule choisie: Adresse : rue Richard 00 80 Lenoir 93108 Montreuil

nes qui, de près ou de loin, fréquentent le mouvement homosexuel, ses groupes militants ou de rencontre, laïcs ou confessionnels. Rien d'étonnant à ce que 65 % votent à gauche, dont environ 50 % PS, 10 % extrême gauche et... 5 % PCF.

A l'image véhiculée aussi bien par le Gai-pied que par Libé, d'un mouvement homosexuel vieilli, soixante-huitard essoufflé et pour tout dire ringard, répond celle de l'enquête d'Homophonies. Les 381 réponses proviennent de jeunes (movenne trente ans) employés de bureaux plus ou moins qualifiés ou étudiants, votant à gauche (mêmes proportions et répartition PS-PCF-extrême gauche que ceux du Rapport gai), fortement sympathisants avec les revendications avancées par le CUARH (3), et prêts à manifester pour ces revendications (95 % de oui). Cette image, par ailleurs, est plus optimiste que celle du Rapport gai qui croit déceler une « génération militante » des 25-35 ans, issue de 1968, en mal de rajeunissement; en fait, les 20-25 ans semblent aussi très présents. Non, il ne sera pas facile à la réaction de faire retourner les gais dans leur « placard ».

Le gouvernement et la majorité PS-PCF ont tenu leurs promesses: ils ont abrogé les lois répressives anti-homosexuelles, le 4 août 1982. Mais cela n'a guère enrayé le désenchantement. Parce que les gais, comme tout le reste de la population, ont accusé le coup de la crise et de l'austérité. La crise a notamment refermé sur les jeunes gais les cloisons de l'oppression familiale.

La gauche ayant peu favorisé le secteur associatif (le ministère de l'Industrie et de la Recherche a cependant subventionné l'enquête de la FLAG), les lieux de rencontre sont entre les mains du capitalisme gai. Et dans ces boîtes, bars, saunas, règne le fric, donc la droite. L'influence politique de celle-ci se manifeste désormais jusque dans les associations homosexuelles masculines, avec notamment la création des « gais libéraux ».

Mais cette montée de la droite n'est pas irrésistible : elle traîne quelques boulets, de Mirguet à Foyer en passant par l'Eglise catholique. Seule la carence du mouvement ouvrier, à l'exception des quelques militants PCF, PS et extrême gauche ou syndicalistes qui militent au CUARH, donne quelque crédibilité à sa démagogie raciste et phallocratique.

Daniel Lacaze

1. « Rapport gai : enquête sur les modes de vie homosexuels », par Jean Cavailhes, Pierre Dutey et Gérard Bach-Ignasse, éd. Persona, 1984. En vente à la librairie la Brêche au prix de 66,90 francs. 280 pages. 2. FLAG: Fédération des lieux associa-

tifs gais, 16, rue Saint-Polycarpe 69001

3. CUARH: Comité d'urgence antirépression homosexuelle, 1, rue Keller, BP. 164 75523 Paris cedex 11.

Erratum

Dans notre numéro 32, numéro spécial consacré à Orwell et à son œuvre, nous avons reproduit un article d'Isaac Deutscher intitulé: « 1984, le mysticisme de la cruauté ».

Deux précisions ont malheureusement été omises :

- L'essai d'Isaac Deutscher a été reproduit sous le titre « What's part is prologue» dans Marxism, Wars and Revolution, publié par Verso/NLB, Londres, 1984.
- ♦ La mention: Copyright Tamara Deutscher 1984



Sommaire

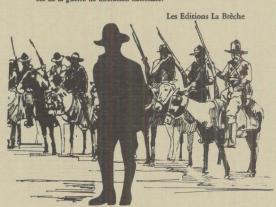
Bonjour M ^r Orwell	.5
1984, contre-utopies, utopies et marxisme Michel Lequenne	7
1984, le mysticisme de la cruauté Isaac Deutscher	25
1984 et la Hongrie György Dalos	35
1984 en 1984 : variations sur un crépuscule très orwellien Alain Brossat	
L'avenir radieux de la technique Maxime Durand	45
Utopies, rejet de l'utopie et projet révolutionnaire Entretien avec Daniel Bensaid	55
Marxisme et utopie révolutionnaire chez Ernst Bloch Carlos Rossi	63

En convenure l'Enfer Panneau de droite du tryptique de Jerôme Bosch, Jardin des defices Musee du Prado, Madrid

Le lecteur européen n'imagine que difficilement l'importance historique et l'influence que revêtait en cette sombre année 1974 la parution du livre de Sergio Ramiréz pour l'ensemble des hommes et des femmes engagés dans les luttes de libération du Nicaragua, du Guatemala, du Salvador. Pour les nationalistes révolutionnaires d'Amérique centrale ce livre était une révélation.

Jean Ziegler

Dix ans après, et pour le cinquantenaire de son assassinat, nous présentons pour la première fois en français, partie des textes, écrits et correspondances de Sandino, à partir de la première édition faite au Nicaragua en 1981. Cette traduction comprend également une introduction de Sergio Ramiréz M. résumant la vie et les circonstances de la greere de lijération parigonale.



PEC 2, rue Richard-Lenoir, 93100 Montreuil ISBN 2-902524-32-3 Augusto César SANDINO

La pensée vivante de Sandino

Lettres, textes et correspondances



Présentation de Jean ZIEGLER Introduction de Sergio RAMIREZ

B



La pensée vivante de Sandino

Critique Communiste

Revue mensuelle de la LCR éditée par la société PEC Rédaction et administration : 2, rue Richard-Lenoir 93100 Montreuil Tél : 859 00 80

Directeur de la publication: Christian Lamotte Imprimerie Rotographie. ISSN 0298-2068. N° CP: 56 5511